



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

«Je vis dans un monde qui me répugne,
mais je suis solidaire des hommes qui y
souffrent.» Albert Camus



Société nucléaire Société sécuritaire

ITER



KALEM

M 02137 - 1716 - F: 2,00 €



Face aux violences sexuelles PAGE 10

Editorial



Le fascisme a encore tué. Cette fois-ci, c'est en Grèce, où le mouvement néonazi est en pleine expansion, qu'il a sévi. Sa victime ? Pavlos « Killah P » Fyssas, un rappeur antifasciste athénien. Rapidement, les flics ont arrêté le coupable – un militant d'Aube dorée, parti nazi grec – et le gouvernement a promis une réponse sévère. Mais ne nous leurrons pas : quelques flics et quelques années de prison n'endigueront pas la montée des discours et de la violence fascistes. Ce n'est pas pour rien si ces mouvements se développent dans les périodes de crise. Bien qu'au service des intérêts des bourgeoisies nationales, ils s'appuient sur des revendications « sociales » teintées de xénophobie pour faire leur beurre. Dès lors, la réponse au fascisme ne réside pas dans l'État – qui en contient l'essence même –, mais dans les entreprises et dans les rues, sur le terrain du social. Désertons ce champ de bataille, et nous y verrons fleurir les fascistes de tout poil. Et, si les démonstrations de force dans les rues sont nécessaires pour montrer aux nostalgiques du nazisme qu'ils ne sont pas ici chez eux, notre implication dans les luttes du monde du travail (syndicalisme) et notre engagement dans la construction d'alternatives libertaires concrètes doivent être nos priorités. Car derrière les groupes ouvertement violents et extrémistes se cache le FN, lequel, plus subtil, ne manque pas de se nourrir de ces faits divers pour tenter de se donner belle allure. Mais ce qu'il vise, le pouvoir, est bien plus dangereux, pour la société, que quelques dizaines de brutes décervelées. Pour autant, nulle union sacrée n'est envisageable, et il est plus que jamais nécessaire de ne pas nous laisser bernier par les sirènes de l'antifascisme bourgeois, lequel voudrait nous faire croire que la lutte des classes peut attendre. Le fascisme est intrinsèquement lié au capitalisme et ce n'est qu'en nous débarrassant de ce dernier que nous le liquiderons.

Sommaire

Actualité

- Iter, nucléaire sécuritaire**, par Alexis, page 3
Non à l'intervention en Syrie, par FA, page 4
Droit à l'avortement, par E. Claude, page 5
Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6
Chez les réacs, par P. Schindler, page 7
Hole-land, par L. Galopavo, page 8

Arguments

- Socialiser le salaire**, par Alexis, page 9
Face aux violences sexuelles, par H. Hernandez, page 10

International

- Entretien : actualité de la Grèce**, page 12
Bandes dessinées cubaines, par D. Pinos, page 14
À la recherche d'un vieil Antonio (2), par G. Goutte, page 16

Histoire

- Léon Werth**, par P. Salcedo, page 18

Le mouvement

- Tournée française des anarchistes grecs**, par FA, page 21

Illustrations

- Aurelio, FYD, Jhano, Kalem, Krokaga, Manolo Prolo, Valère, Yann**

Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €
6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €
1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Nucléaire Iter

Une expérience mégalo, inutile et dangereuse

AU COURS DU MOIS DE SEPTEMBRE 2013, les premiers convois tests pour la construction du réacteur expérimental international à fusion thermonucléaire (Iter) vont transiter de Fos vers le site de Cadarache. Le 10 septembre, une rencontre-débat antinucléaire sur Iter s'est déroulée à Martigues suivie d'un tractage quelques jours plus tard dans la ville. Mais Iter, c'est quoi ?

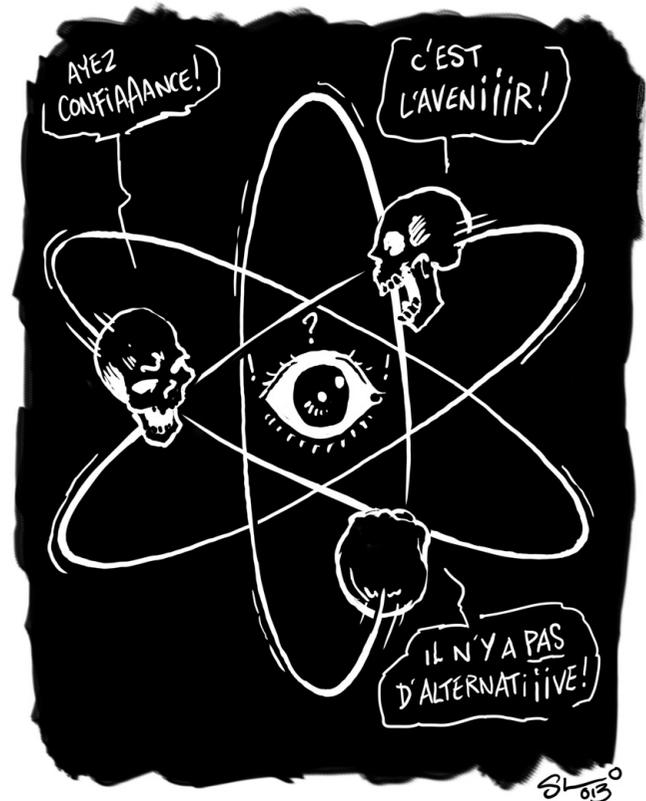
Contrairement à l'EPR, Iter n'a pas pour but de produire de l'électricité mais de tenter de recréer pendant quelques minutes la réaction qui a lieu au cœur du soleil. L'effectivité d'une telle technique pour produire de l'énergie a sans cesse été repoussée. En 1950, on estimait que ce serait faisable dans les quinze ans, en 1978, « d'ici à l'an 2000 » et, aujourd'hui, d'ici à 2080... La faisabilité du projet semblent douteuse pour de nombreux scientifiques, y compris pronucléaires. La technique consiste à faire fusionner deux isotopes de l'hydrogène – le deutérium et le tritium – ce qui implique une température de 150 millions de degrés. On sait provoquer cette réaction avec la bombe H mais aucun matériau connu à ce jour ne peut supporter les multiples contraintes imposées par cette expérience.

Le tritium hautement radioactif est un élément extrêmement rare à l'état naturel : 3,6 kg sur toute la planète. Il est mortel avec une dose de 1 mg. 2 kg de tritium, à 10 millions de dollars le kilo, peuvent tuer 2 millions de personnes. Le tritium a la particularité de pénétrer dans le corps humain par la peau, il se fixe dans les molécules organiques du corps où il peut irradier pendant cinq cents jours en causant des dommages irréparables sur l'ADN. Il est cancérigène et les études concernant son impact réel sont largement insuffisantes. Le mur d'enceinte d'Iter, couvert de lithium et bombardé par des neutrons, produira du tritium. Toutes les installations nucléaires de base en rejettent. La radioactivité subsistera pour plusieurs centaines d'années, le tritium radioactif contaminera l'air et l'eau de la Durance. La seule chose qu'Iter va produire c'est environ 30 000 tonnes de déchets radioactifs tritiés. Très difficile à stocker car, très mobile, le tritium migre même à travers les métaux ou le béton. La solution adoptée est de le diluer et de le disperser comme à La Hague qui en rejette massivement. Pour Iter, les déchets seront stockés sur le site durant environ cinquante ans après la fin des expériences puis probablement enfouis pour une durée indéterminée. Le tritium est un des ingrédients principaux des armes nucléaires, sa prolifération serait catastrophique. Si la produc-

tion d'électricité par fusion reste hypothétique, les recherches pourraient à court terme déboucher sur des innovations militaires.

Financé par l'Europe, la France, la Russie, les États-Unis, le Japon, la Chine, la Corée du Sud et l'Inde, le projet avait vu le jour lors d'une réunion Gorbatchev-Reagan en 1985. La France participe à hauteur de 20 %, soit un coût de 2 milliards d'euros pour dix ans de chantier et vingt ans d'expérimentation. Iter avec 16, voire 18 milliards d'euros au total, est, à part la station spatiale internationale, le programme de recherche le plus coûteux jamais lancé. Cette technique qui n'a pour l'instant rien donné a, pourtant, déjà coûté plus de 27 milliards d'euros. En 2002, le parlement allemand estimait qu'il faudrait encore dépenser entre 60 et 80 milliards d'euros sur cinquante ans pour envisager de produire de l'électricité avec la fusion. Un futur et très hypothétique réacteur industriel coûterait près de 15 milliards d'euros, ce qui interdit toute rentabilité et en fait une énergie réservée aux pays riches. Si la fusion produit un jour de l'électricité ce sera trop tard et en trop faible quantité.

Iter est implanté à Cadarache dans les Bouches-du-Rhône, un des plus grands centres nucléaires français, en plein sur la faille sismique la plus active du pays. Plusieurs tonnes de plutonium sont déjà présentes sur le site. La France, seul pays au monde à miser autant sur le nucléaire, avait fait jouer toute sa diplomatie et doublé sa participation financière pour accueillir Iter. La décision d'implanter Iter a, bien entendu, été prise avec une parodie de consultation démocratique locale ; les travaux commençant avant même l'enquête publique. Le projet avait été vendu aux édiles locaux en vantant des retombées en terme d'emplois. Des centaines d'hectares de forêt abattus et sept ans après, c'est plutôt une arnaque. Quelques 3 000 ouvriers en provenance des pays de l'Est ont été embauchés. Exonérés de contrôle Urssaf, ils construisent



l'installation dans des conditions ultra-précaires. Le conseil régional, le conseil général et la ville d'Aix-en-Provence sont les collectivités locales qui ont le plus investi. Toujours à la pointe du combat, les élus Verts de la région ont obtenu un deal appelé alter-Iter : pour un euro investi dans Iter, un euro investi dans les énergies renouvelables...

À l'heure des importantes mobilisations contre le projet d'Ayraultport, on peut s'interroger sur la faiblesse de la contestation autour d'Iter. La protestation semble être tombée dans l'oubli depuis le lancement, en 2006. La propagande pronucléaire fonctionne parfaitement. Dans ce contexte, la contre-information semble être la première des actions à entreprendre. Il importe de faire savoir le plus largement possible l'absurdité de ce projet en termes d'investissements financiers, de viabilité scientifique, de risques et de nuisances pour un résultat nul. Ce projet délirant est emblématique du pouvoir nucléaire qui dirige aveuglément la France droit dans le mur. Non au nucléaire civil et militaire à Cadarache ou ailleurs !

Alexis

Groupe George-Orwell
de la Fédération anarchiste (Martigues)

Non à l'intervention en Syrie

Non au néocolonialisme français

L'OPINION PUBLIQUE INTERNATIONALE fait en ce moment l'objet d'un matraquage médiatique sans précédent destiné à la convaincre de la légitimité d'une attaque contre le régime de Bachar al-Assad en Syrie. Le prétexte d'une telle intervention est l'usage de gaz toxiques dont aucune enquête pour l'instant n'a fourni la preuve qu'elle a été ordonnée par le gouvernement syrien.

Rappelons-nous les « armes de destruction massive » irakiennes que personne n'a jamais réussi à trouver.

Les États soumis au pouvoir des grandes multinationales bafouent la légalité juridique qu'ils ont eux-mêmes instituée, puisqu'ils veulent engager les attaques sans avoir consulté les Nations unies. Le président français dispose du pouvoir invraisemblable de lancer des agressions contre d'autres pays sans consulter ni le Parlement ni les électeurs !

Le gouvernement français joue dans cette affaire le rôle de supplétif du gouvernement des États-Unis, François Hollande cherchant sans nul doute à faire oublier le bilan catastrophique de son mandat, le déni de toutes les promesses qu'il avait faites et la régression sans précédent des droits sociaux qu'il met en place. Fort de son aventure néocoloniale au Mali, qui n'a jamais été motivée par le souci de la démocratie mais par la nécessité de protéger les nombreuses sociétés françaises qui exploitent le pays, il veut maintenant jouer à la grande puissance avec des moyens qu'il n'a pas.

Une intervention prétendument humanitaire des États-Unis et de la France ne pourra conduire qu'à une extension de la guerre civile en Syrie. Des forces politiques extrêmement complexes, des intérêts économiques violemment antagoniques s'affrontent dans une véritable guerre qui oppose les puissances occidentales, États-Unis en tête, d'une part, et de l'autre l'Iran, la Syrie et le Hezbollah libanais, avec la Russie et la Chine jouant les arbitres. D'ores et déjà, nous n'avons plus affaire à une guerre civile mais à une guerre internationale larvée qui ne demande que le bombardement de la Syrie pour devenir une guerre ouverte. Pour les États-Unis il s'agit d'éliminer toutes les forces qui s'opposent encore à leur mainmise sur la région. L'élimination de la Syrie, puis du Hezbollah libanais, est une étape vers une guerre contre l'Iran. Ce dont il s'agit aujourd'hui, c'est d'une guerre non



déclarée entre les États-Unis et l'Iran alors même que le nouveau président Rohani a été élu sur la promesse de retisser des liens avec l'Ouest et de rechercher un accord sur la question syrienne, ce dont l'administration US ne veut tenir aucun compte.

En restant indifférents aux menaces de guerre auxquelles le gouvernement Hollande s'associe stupidement, nous nous ferions les complices d'une escalade sans précédent : il faut être d'une naïveté extrême pour imaginer qu'on peut renverser un régime comme celui de la Syrie sans envoyer des troupes au sol. Si cette éventualité devait survenir, les troupes occupantes auront alors à faire face à une grande multiplicité de factions armées opposées qui les pousseront à un embourbement inévitable. En Syrie, certaines de ces factions qui animent la révolte oppriment aujourd'hui la population aussi durement que ne le faisait le régime d'al-Assad : corruption, racket, enlèvements et exécutions sommaires.

Des groupes proches d'Al-Qaïda se voient renforcés par des djihadistes surentraînés venant d'Irak, d'Arabie saoudite, de Libye, de Tchétchénie, voire de Tunisie.

La guerre civile en Syrie n'est pas une manifestation du « Printemps arabe », qui a soulevé une sympathie générale, mais qui a été dévoyé par les mouvements intégristes musulmans. Jamais nous n'avons été si près d'une guerre régionale généralisée dont les

victimes seront la population syrienne, y compris les nombreuses minorités religieuses et culturelles du pays, mais aussi l'ensemble des populations du Proche et du Moyen-Orient.

L'histoire a révélé que la guerre du Golfe de 1990-1991 aurait pu être évitée car des propositions de négociation avaient été faites par les différentes parties en présence, en particulier l'Égypte, mais que l'administration américaine a tout fait pour les écarter. De telles propositions de négociation et de compromis existent aujourd'hui sur la question syrienne, mais elles sont, elles aussi, écartées par les États-Unis et leur industrie de guerre.

Nous, anarchistes, nous opposons fermement à une intervention militaire. Malgré notre faculté minime à intervenir concrètement, nous exprimons notre solidarité la plus totale envers l'ensemble des populations opprimées de Syrie, des deux côtés, et exprimons le vœu qu'elles seront en mesure un jour de prendre en main leur destin après avoir, ensemble, renversé leurs oppresseurs.

Non au bombardement de la Syrie.

Non au néocolonialisme français.

La France ne doit pas devenir un supplétif des États-Unis.

**Relations internationales
de la Fédération anarchiste**

Le 8 septembre 2013

Un choix, un **droit** et des luttes !

C'EST À LA FIN DE L'ÉTÉ 2009 que l'association Droits des femmes du 20^e arrondissement de Paris apprend, par hasard, la fermeture du centre IVG de l'hôpital Tenon : pas de fermeture « officielle », pas de communication de la part de l'AP-HP, même les syndicats de l'hôpital n'en sont pas informés. Sur place, un papier scotché sur la porte, griffonné à la main à la va-vite, renvoie les femmes sur le centre de Saint-Antoine (11^e)... lui-même voué à la fermeture ! Dans la foulée, un collectif unitaire se crée et milite pour la réouverture du centre IVG de l'hôpital Tenon.

Première étape : la lutte pour la réouverture

En octobre un rassemblement sur le marché rue des Pyrénées avec des prises de parole pour alerter la population sur l'arrêt du fonctionnement du centre de planification familiale et du centre IVG de l'hôpital Tenon et l'envahissement du hall de la maternité permettent une rencontre du collectif avec des responsables qui tentent de lui vendre la restructuration des services au sein de l'AP-HP comme une avancée apportant des services plus performants ! Le collectif n'est pas dupe : pour les femmes, loin d'être une modernisation, c'est une régression et l'occasion de contourner la loi de 1979 pour laquelle les femmes se sont battues.

Pendant des mois, la mobilisation se poursuit : distribution de tracts, signatures de pétitions, débats sur l'histoire de l'IVG et l'expérience du Mlac, projections de films (*Laissez-les avorter tranquille!* d'Alima Arouali et de François Bernard ou *Y'a qu'à pas baiser* de Carole Roussopoulos). Les différentes actions menées ont fait apparaître la situation très préoccupante dans les arrondissements de l'Est parisien, avec, en particulier, la suppression du centre IVG de Saint-Antoine.

Enfin, après dix-huit mois de lutte, en février 2011, la direction de l'hôpital informe le collectif des modalités de réouverture du centre IVG : un accueil avec un secrétariat dédié, des consultations et proposition des différentes méthodes d'IVG (médicamenteuse ou par aspiration avec anesthésie générale ou locale).

Le collectif exprime sa satisfaction d'avoir enfin été entendu, mais il soulève des points sur lesquels il restera vigilant :

– L'organisation matérielle dans les locaux n'est pas satisfaisante, car elle est dispersée sur plusieurs lieux dans l'hôpital.

– Le recrutement par l'AP-HP de médecins vacataires et non de praticiens hospitaliers montre qu'elle ne considère toujours pas l'activité dans les centres d'IVG comme une activité médicale à part entière.

– La date de réouverture n'est pas encore connue : elle aura lieu en avril 2011.



Deuxième étape : la lutte contre les anti-IVG

Dès l'automne 2011 arrive une raison supplémentaire de se mobiliser : en effet, des petits groupes d'intégristes catholiques, connus pour mener des actions contre les centres d'interruption de grossesse, vont venir chaque mois devant l'hôpital Tenon pour des « prières de réparation », pour culpabiliser les femmes et faire pression sur le personnel hospitalier et la population du quartier. La réouverture du centre IVG de l'hôpital, obtenue après deux ans de lutte, est pour eux le symbole intolérable du droit des femmes à disposer de leur corps.

Deux poids, deux mesures, selon les religions : ces intégristes liberticides ont pu en toute impunité venir égrener leur chapelet et chanter leurs cantiques à la porte de l'hôpital.

Deux poids, deux mesures, selon les manifestants : pourquoi la préfecture accorde-t-elle plus souvent aux intégristes qu'au collectif le droit de manifester ?

Afin de faire connaître les liens entre intégrisme catholique et extrême droite, en avril 2013, le collectif organise un débat : Qui sont SOS Tout-Petits, Civitas, Alliance Vita... ? Comment fonctionnent-ils ? Leurs réseaux ? Leurs moyens ? Le FN qualifie le planning familial de centre d'incitation à l'avortement et préconise le remboursement de l'IVG (« de confort »), bafouant par là la notion d'égalité : les riches pourront avorter, pour les autres « l'adoption prénatale est une des solutions ».

Refusant de se laisser intimider, ce samedi 14 septembre, le collectif a décidé d'occuper l'espace généralement occupé par SOS Tout-Petits, à l'angle de la rue de la Chine et de l'avenue Gambetta en appelant les militants à venir plus tôt qu'eux !

Nous apprenons alors que la manifestation des intégristes n'a pas été autorisée par la préfecture. Un esprit moqueur aurait entendu qu'il y avait 50 manifestants selon le collectif, 150 selon la police ! (En comptant les effectifs policiers bien sûr !)

Ces derniers vont nous montrer leur obéissance aux ordres en nous imposant par la force l'obligation de nous déplacer à un autre coin de rue, vont nous menacer d'interpellations et exhiber leur force virile en nous plaquant méchamment contre les vitrines des magasins.

Mais ni la pluie, ni les technocrates libéraux, ni les intégristes, ni la répression policière ne nous empêcheront de défendre nos revendications :

– Application de la loi Neiertz et donc interdiction des manifestations des intégristes devant l'entrée de l'hôpital.

– Respect du droit des femmes de choisir si elles veulent et quand avoir un enfant.

– Un centre IVG dans chaque hôpital public, avec le choix de la méthode d'avortement.

– Abrogation de la loi Bachelot Hôpital, patients, santé, territoires (HPST) de 2009.

– Des moyens pour répondre aux besoins de toutes les femmes.

Élisabeth Claude

Émission Femmes libres sur Radio Libertaire, chaque mercredi de 18h30 à 20h30

Pour contacter le collectif :

Blog <http://collectifivgtenon.wordpress.com/>
assodroitsdesfemmes20@laposte.net

Brèves de combat

Fonctionnaires grecs dans la rue

Mobilisation sociale en Grèce contre le plan de réforme de la fonction publique qui prévoit, d'ici à la fin de l'année, le licenciement de 4 000 fonctionnaires et la mise en disponibilité de 25 000 agents, dont 12 500 dès fin septembre.

Ça rafle en Chine

Des dizaines de blogueurs, activistes, journalistes et militants des droits civiques ont été arrêtés ces dernières semaines dans toute la Chine.

Justice nulle part !

La Chancellerie a été sommée de réduire son programme Accès au droit et à la justice de 32 millions d'euros. Les avocats, qui étaient maigrement indemnisés pour l'assistante gratuite, protestent car, selon eux, il sera encore plus difficile pour les plus déshérités de trouver un avocat qui veuille bien prendre leur dossier.

Ni oubli ni pardon

38 militants antifascistes ont été interpellés à Paris, en marge d'une manifestation en hommage à Pavlos. Ils voulaient se rendre dans un bar du 15^e arrondissement fréquenté par des gens proches du Printemps français, le mouvement radical opposé au mariage homosexuel. Les rapports sont de plus en plus tendus dans la capitale entre les groupes d'extrême droite et les antifa, après l'assassinat de Clément Méric.

Météo syndicale

FLORANGE EST TOUJOURS dans les esprits... On se souviendra de la plaque inaugurée avec le texte (gravé dans le marbre par Force ouvrière) : « Trahison. Ici reposent les promesses de changement de F. Hollande faites aux ouvriers et à leurs familles à Florange le 24/??/2012... » Dernièrement, à l'Assemblée nationale, à l'aquarium quoi, on a causé d'un texte. La montagne, comme on le dit trivialement, a accouché d'une maigre souris. C'est-à-dire d'un texte qui est une pâle copie du « refus de licencier » de l'extrême gauche. On cherchera sur la Toile ou les médias la chose mais le moins qu'on puisse dire c'est qu'ArcelorMittal n'a rien à craindre de la justice française. Pour une fois, citons les députés communistes, déclarant au sujet de ce texte « qu'il ne s'opposera pas à la fermeture d'un site et n'interdira pas les licenciements boursiers ».

Sinon le rouleau compresseur continue... et ce ne sera pas les dernières déclarations gouvernementales qui vont dissiper les brumes. « La nouvelle France industrielle » est le nouveau gadget sorti de la boîte à outils du président de la République française. Il en remet une louche en déclarant dans la foulée : « Nous devons hisser la France au meilleur niveau de la compétition mondiale en menant une politique ni libérale ni dirigiste. »

« S'ils pouvaient nous mettre à Pôle emploi, ils le feraient ! » déclarait un délégué CGT de PSA. Le gouvernement déclarant qu'il faut appuyer sur les pédales, tout va dans le même sens et « les salariés comprennent de mieux en mieux qu'on a affaire à des menteurs. Pendant un an et demi, la direction a dit qu'Aulnay n'était pas d'actualité,

alors maintenant qu'ils nous font des promesses en nous demandant en face des sacrifices il y a un gros doute ! » Il doit être difficile sur le terrain de défendre tout ça pour des délégués CGT dont nombre d'instances confédérales et le dernier secrétaire général, Bernard Thibault, ont appelé de leurs vœux l'élection de l'actuel président de la République.

Du côté du nord de la France des militants de la CGT de Goodyear sont accusés d'insultes et menaces verbales envers des militants d'un autre syndicat... Juridiquement, la chose est reportée en février 2014. On essayera de suivre le feuilleton. Pendant ce temps là on n'a, dans les médias, pas trop parlé des syndicalistes tunisiennes (UGTT) de Latalec-Fouchara en « tournée » à travers la France pour parler de leur lutte... On y reviendra.

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste



PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



La mer est bien barrée!

François Jacq, «un spécialiste de l'énergie», a été nommé, le 11 septembre, par le Conseil des ministres, PDG de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer). Ingénieur général des Mines, il est devenu, en 2000, directeur de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs. Il a ensuite occupé des fonctions au sein du ministère de l'Industrie, toujours autour des questions d'énergie. Cette nomination ne relève pas du hasard... On peut toujours attendre les études d'Ifremer sur les conséquences sur la faune marine de la pollution radioactive à La Hague ou en rade de Brest. Un nouveau serpent de mer radioactif avalé par les ministres EELV ?

La horde des réacs

Chez les « anti-choix pour tous »



QUAND LES RÉACS, intégristes et homophobes s'acharnent, ça peut tourner au comique. Les 14 et 15 septembre avait lieu la première université d'été de la Manif pour tous, à Vincennes. Journaliste de la presse professionnelle, fastoche pour moi de m'y faire inviter pour prendre la température... En revanche, moins facile de supporter la vue des militants anti-mariage pour tous, avec leur allure tantôt versaillaise, tantôt cul-cul-béni-la-praline, voire carrément facho. Ces derniers continuant de demander l'abrogation de la loi Taubira autorisant le mariage et l'adoption pour les couples homosexuels. Et ceci alors que le texte a été promulgué en mai et que des centaines d'unions ont été célébrées durant l'été. Devant l'évidence, les anti-mariage pour tous se sont donc enfin résolus à «ne pas parler que de ça». On craint donc le pire! Les mille volontaires de la Manif pour tous ont donc subi une «formation» pour adapter leur discours et «lancer une nouvelle année d'actions». Les nouveaux chevaux de bataille n'ont rien d'original. Comme on pouvait s'y attendre, sont dans le collimateur: la procréation médicalement assistée (PMA), la gestation pour autrui, la défense de la filiation, le concept de genre et même l'objection de conscience... Les députés UMP Hervé Mariton, Philippe Gosselin, Xavier Breton et Jean-Frédéric Poisson, accompagnés par des «spécialistes du lobbying», sont venus les aider à «poursuivre leur engagement dans le monde associatif, syndical ou politique et insuffler partout leurs idées»! Pour ce faire, pas de

liste spécifique aux élections municipales, mais un engagement individuel est préconisé. L'aristo Ludovine de La Rochère, qui a pris la présidence du mouvement depuis que Frigide Barjot s'est calmée, a d'ailleurs annoncé: «Notre but n'est pas de devenir un parti politique cherchant à gouverner, mais de faire entendre notre voix.» Ce qui n'empêche pas le mouvement LMPT, qui n'est pas à une contradiction près, d'envisager de présenter des listes aux élections européennes de mai 2014! Tugdual Derville, responsable d'Alliance Viota, très engagé contre l'avortement et l'euthanasie a même avoué avoir repéré des «graines de leaders» durant les manifestations... Ça promet! Se faisant peu d'illusion sur les hésitations du gouvernement à repousser l'ouverture de la PMA (procréation médicalement assistée) aux couples homosexuels, les militants LMPT annoncent vouloir se focaliser sur concept de genre et «sa diffusion subtile dans la société». Toujours la même Ludovine de La Rochère dénonçant «l'idéologie dominante au gouvernement qui veut réécrire la nature de l'homme. Une culture minoritaire qui s'exprime aujourd'hui avec force pour former les enfants à qui on dit que l'on choisit son genre». Pas de doute que les anti-choix, eux, continueront, à Noël, de choisir des jouets roses pour les filles et des bleus pour les garçons!

Patrick Schindler

Groupe Claaaaash
 de la Fédération anarchiste

Chronique du pays du trou

In memoriam

Contre la mystification gaulliste d'une Résistance française d'abord nationale, les époux Lucie et Raymond Aubrac étaient parmi les dernières figures médiatiques à dire ce que la Résistance et la Libération avaient porté de la formidable poussée des mouvements sociaux depuis la fin du XIX^e siècle, qui culminera – et s'effondrera – avec la révolution espagnole.

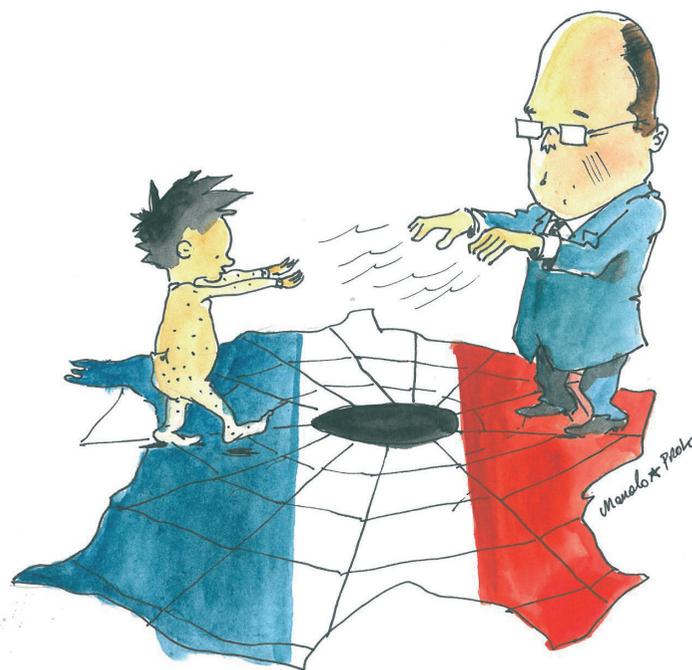
Ils ne comptaient pas leurs interventions pour rappeler ce que le programme du Conseil national de la résistance (CNR) avait repris des aspirations à une démocratie économique et sociale qui se donne des moyens pour que liberté et égalité se traduisent concrètement dans la réalité des mécanismes sociaux et économiques. Ce furent notamment les nationalisations des grands moyens de production, une politique redistributive privilégiant les salaires, ou la socialisation de situations à assumer le plus collectivement possible (création de la Sécurité sociale avec trois caisses : maladie, vieillesse (retraites) et allocations familiales puis plus largement sociales). Enfin, pour ce qui intéresse notre hebdo préféré : un système mutualisé de distribution de la presse, garantissant l'expression des opinions politiques, pour que la liberté de la presse ne soit pas qu'un principe étouffé par la puissance financière.

Dès lors, les dominants n'ont eu de cesse que de vouloir revenir sur tous les éléments de ce programme, au gré des rapports de forces perdus ou trahis. La liberté de la presse a été dissoute dans l'assouplissement ou le non-respect des règles anticoncentration, puis dans la casse de la mutualisation du système de distribution. Les nationalisations ont été détournées de leurs potentialités, puis de leur objet même (devenues moyen de sauver des fortunes capitalistes et faire assumer par la collectivité le coût social d'une remise en rentabilité, avant reprivatization). Le système public de soin et la Sécurité sociale subissent depuis trente ans les assauts des « gestionnaires » au plus grand profit des oppresseurs.

La scène la plus spectaculairement mafieuse étant un certain président Nicolas Sarkozy cassant les régimes maladie et retraite, au bénéfice affiché et revendiqué de la grosse boîte privée du secteur de la « prévoyance », Malakoff-Médéric, de son frère Guillaume ! Comment la population peut-elle se laisser baratiner doctement sur les mérites d'un système ou d'un autre, alors que la vraie motivation des « réformes » s'affiche avec des ficelles aussi énormes ? !

Janus aux visages opposés

Au moins jusqu'aux années 1980, avait-on encore la mémoire de ce qu'il s'agissait bien



d'une guerre sociale, choix politique des oppresseurs, et non pas d'une nécessité économique transcendante à laquelle il faut se soumettre si nous ne voulons pas plonger dans le chaos.

Cette mémoire, elle vivait aussi avec ces militants politiques qui avaient vécu l'entre-deux-guerres, la Seconde Guerre mondiale, la Résistance et la Libération. Seulement voilà, nous sommes mortels, et même les époux Aubrac, remarquables de longévité (94 et 97 ans), sont morts en 2007 pour Lucie et 2012 pour Raymond.

La voie est désormais ouverte pour toutes les duplicités odieuses du pouvoir, et sur ce plan, les socialistes ne sont pas les derniers, eux dont le rôle historique en démocratie parlementaire représentative est de trahir les aspirations sociales.

François Hollande est à cette image, qui a promulgué le 19 juillet dernier une loi instaurant un jour commémoratif de la Résistance, le 27 mai, par référence au 27 mai 1943, création du CNR¹. Ainsi, dans le même temps où il donne, par l'une de ses bouches, le signal d'un nouvel assaut contre les réalisations sociales du CNR (le régime des retraites et les prestations familiales en l'occurrence), ce Janus prétend honorer, par son autre bouche, ce même CNR. Et il le fait un 19 juillet, jour de la Saint-Arsène, sans doute pour rendre plus symbolique encore ce hold-up de la mémoire.

De la suggestion dans l'art et dans la politique

Le thème de la suggestion fut un thème fondamental au tournant du XIX^e et du XX^e siècles, avec les débats sur la définition et les usages de

l'hypnose (Bernheim versus Charcot), les tentatives d'application de ces théories au champ esthétique par un Paul Souriau (1893)², des arts visuels, jusqu'au bijou par un Georg Simmel³. C'est cette même époque qui nous a livré certains classiques de la littérature du rêve comme le *Alice's adventures in Wonderland* de Lewis Carroll (1865), ou, à l'autre bout et pour les amateurs de BD, le *Little Nemo in Slumberland*, de Winsor McCay (dans le *New York Herald* de 1905 à 1910).

On pourrait alors se demander si, à un siècle de distance, François Hollande ne chercherait pas à réactualiser ce thème de la suggestion et de l'hypnose, mais en politique. À bien y regarder en effet, Hollande est l'anagramme de «Hole Land: le pays du trou» ! Un trou de mémoire ; de mémoire sociale.

Si l'on ne veut pas vivre le cauchemar de *Little Nemo* jusqu'au bout, si l'on veut encore rêver aux merveilles d'une socialisation à construire dans l'indissociable de la liberté et de l'égalité, il est temps de se réveiller, de sortir de ce trou de mémoire sociale, et d'y jeter à la place nos oppresseurs.

Léa Galopavo

Groupe libertaire Louise-Michel

1. Loi n° 2013-642 (*Journal officiel* du 20 juillet 2013, texte 1 sur 177).

2. Paul Souriau, *La Suggestion dans l'art*, Paris, Alcan, 1893.

3. Georg Simmel, « Psychologie de la parure », traduction de Florence Vinas, dans *La Parure et autres essais*, Paris, Éditions Maison des sciences de l'homme, 1998.

Socialiser tout le salaire

Est-ce encore le salariat ?

DANS UN LIVRE PARU EN 2012, Bernard Friot propose l'instauration d'un salaire universel financé par des cotisations à des caisses sociales prélevant l'ensemble du PIB. Ce salaire universel est attribué automatiquement à tous dès la majorité avec un premier niveau de qualification. Il est inconditionnel et dure toute la vie. La qualification est attribuée à la personne et non pas au travail ou au poste occupé. Elle est inaliénable. Friot envisage quatre niveaux de qualification allant de 1500 euros à 6000 euros net par mois. Le passage d'une qualification à une autre se fait au moyen d'épreuves qui ne sont pas liées à l'école. Les modalités de ses épreuves, la prise en compte des diplômes et de l'expérience, la composition des jurys sont à délibérer. À la différence du revenu inconditionnel de base, le salaire universel suppose la suppression de l'emploi et de son marché, c'est-à-dire la définition par le capital de ce qui possède une valeur ou non en termes d'activités. Les salariés ne sont plus obligés de vendre leur force de travail puisqu'ils touchent de toute façon un salaire.

La disparition de l'emploi conduit à l'anéantissement du chômage, du plein-emploi, du temps partiel et surtout de la notion d'employeur. Le salaire est distribué par les caisses sociales et non par l'entreprise. Celle-ci est désormais simplement composée de collectifs de qualifiés copropriétaires d'usage de l'outil de travail. L'entreprise embauche et pour ce faire doit être attractive en l'absence de marché du travail. Elle peut aussi licencier mais la personne concernée garde son salaire et sa qualification. La cotisation sur la valeur ajoutée comprend également une part attribuée à l'investissement. L'affectation de celui-ci est déterminée démocratiquement. Le salaire universel implique la suppression de la propriété lucrative, du crédit et de la notion de revenu. Seule subsiste, en plus du salaire universel, une épargne d'usage non ponctionnée sur le travail d'autrui mais indexée sur la hausse nominale du PIB auquel chacun participe.

Friot tient une terminologie très réfléchie dans laquelle le terme de salariat ne devrait pas être laissé aux mains du capital au nom de ce que les luttes passées ont permis de conquérir sur ce terrain. Le salariat a toujours constitué une source intolérable de subordination pour les anarchistes. Son abolition constitue un objectif historique du mouvement ouvrier. Un but aujourd'hui oublié mais qui a motivé les combats d'autrefois même si



ceux-ci n'aboutissaient qu'à des aménagements. Mais Friot n'adhère pas au modèle de l'autogestion et de l'association libre des producteurs. Dans son projet, il ne remet pas en cause le pouvoir, la hiérarchie et la division des tâches dans la production. C'est donc bien aussi pour cela que le maintien du terme de salariat – au sens de subordination – est important pour lui.

Empreint d'économie marxiste, Friot semble penser qu'à partir du moment où la définition par le capital de la valeur sera supprimée l'essentiel sera fait. En un sens c'est exact car l'exploitation économique aura disparu. Mais le pouvoir subsistera au sein des collectifs de travail. Friot s'appuie sur le modèle de la fonction publique d'État. Mais quiconque est fonctionnaire sait bien que la mise hors marché n'implique pas forcément la coopération et n'empêche pas la volonté de dominer voire d'écraser autrui à travers la hiérarchie, l'organisation et le désir de pouvoir. Celui-ci n'est pas qu'une affaire économique. C'est toute l'histoire de la bureaucratie, de l'État et de l'élite managériale. Friot compare le salaire universel au suffrage universel. Or, si celui-ci est un progrès par rapport aux tyrannies, nous anarchistes savons à quel point il est aussi source de grandes illusions. Curieusement le projet de Friot n'est pas autre

chose qu'une sorte d'abolition du salariat au nom même du salariat par la transmutation du terme en son sens contraire. Un salaire totalement socialisé, est-ce encore du salaire ? Mais s'il ne va pas au bout des choses, il est clair que son schéma est révolutionnaire et émancipateur ne serait-ce que par la complète inversion du rapport de forces qu'il nécessite. Ses propositions offrent un point d'appui important pour repartir à l'offensive et sortir des luttes de défense d'acquis dans lesquelles le mouvement social est enfermé. Ce d'autant plus que ce ne sont pas des élucubrations abstraites. Son modèle se base sur la résultante du rapport de force entre travail et capital depuis la naissance du mouvement ouvrier : cotisations, mutualisations, syndicats, caisses sociales, retraites socialisées, conventions collectives, fonction publique, etc. Le salaire universel n'est pas utopique : il est en partie déjà là. Mais sa réalisation, si elle est peut-être souhaitable, ne dispensera pas de se poser la question de la division des tâches, des hiérarchies et plus largement du pouvoir, et cela bien au-delà de la sphère économique.

Alexis

Groupe George-Orwell
de la Fédération anarchiste

Penser les **violences** sexuelles

Hélène Hernandez

Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

Le 19 juin 2013, Muriel Salmona, psychiatre, psychothérapeute, chercheuse et formatrice en psychotraumatologie et en victimologie, était l'invitée de Femmes libres, sur Radio libertaire, à l'occasion de la sortie de son livre, *Le Livre noir des violences sexuelles*, aux éditions Dunod. Nous la remercions pour les propos très argumentés développés.

Elle nous a décrit la réalité des violences sexuelles et de leurs conséquences, puis la fabrique des psychotraumatismes, les violences situées entre déni et mystification, comment se retrouvent les victimes entre abandon et solitude, l'enfer de survivre, le retournement de la faute qui constitue d'autres violences et une grande injustice. L'agresseur est lui-même fabriqué par ce qu'il a vécu, vit les actes d'agression souvent comme une violence addictive et comme l'exercice d'un privilège, celui de dominer et de maîtriser. Alors la violence sexuelle est-elle impensée et impensable ? Quelle aide peuvent trouver les victimes, comment désamorcer la mémoire traumatique par un traitement spécialisé ? Pour toutes ces questions, nous pouvons renvoyer à l'ouvrage par les réponses très pédagogiques et les témoignages d'un certain nombre de victimes.

Les violences sexuelles sont infligées aussi bien à des enfants qu'à des femmes et à des hommes mais en grande majorité ce sont les fillettes et les femmes qui se retrouvent sous la violence sexuelle d'un ou plusieurs hommes, homme le plus souvent proche, connu dans 80 % des cas. Les violences qui sont considérées comme violences sexuelles sont : « les viols, les agressions sexuelles, l'exhibition sexuelle, le harcèlement sexuel, les atteintes sexuelles sur mineurs, le proxénétisme, le bizutage et les mutilations sexuelles féminines ». S'ajoutent à la violence de ces actes et de ces comportements les « notions de surprise, de menace et de contrainte » physique ou morale.

Toutes les enquêtes et études internationales ou françaises confirment que ces violences sont fréquentes dans des univers qui devraient être protecteurs comme la famille, le couple, les institutions d'éducation, de santé, de protection des personnes, le travail. Les violences sexuelles touchent particulièrement les personnes en situation de discrimination, d'infériorité, de vulnérabilité comme les femmes, les enfants, les personnes handicapées. « Suivant les études et les pays, les violences sexuelles toucheraient 20 à 30 % des personnes au cours de leur vie. Pourtant les violences sexuelles restent sous-estimées, méconnues, souvent déniées voire tolérées en raison

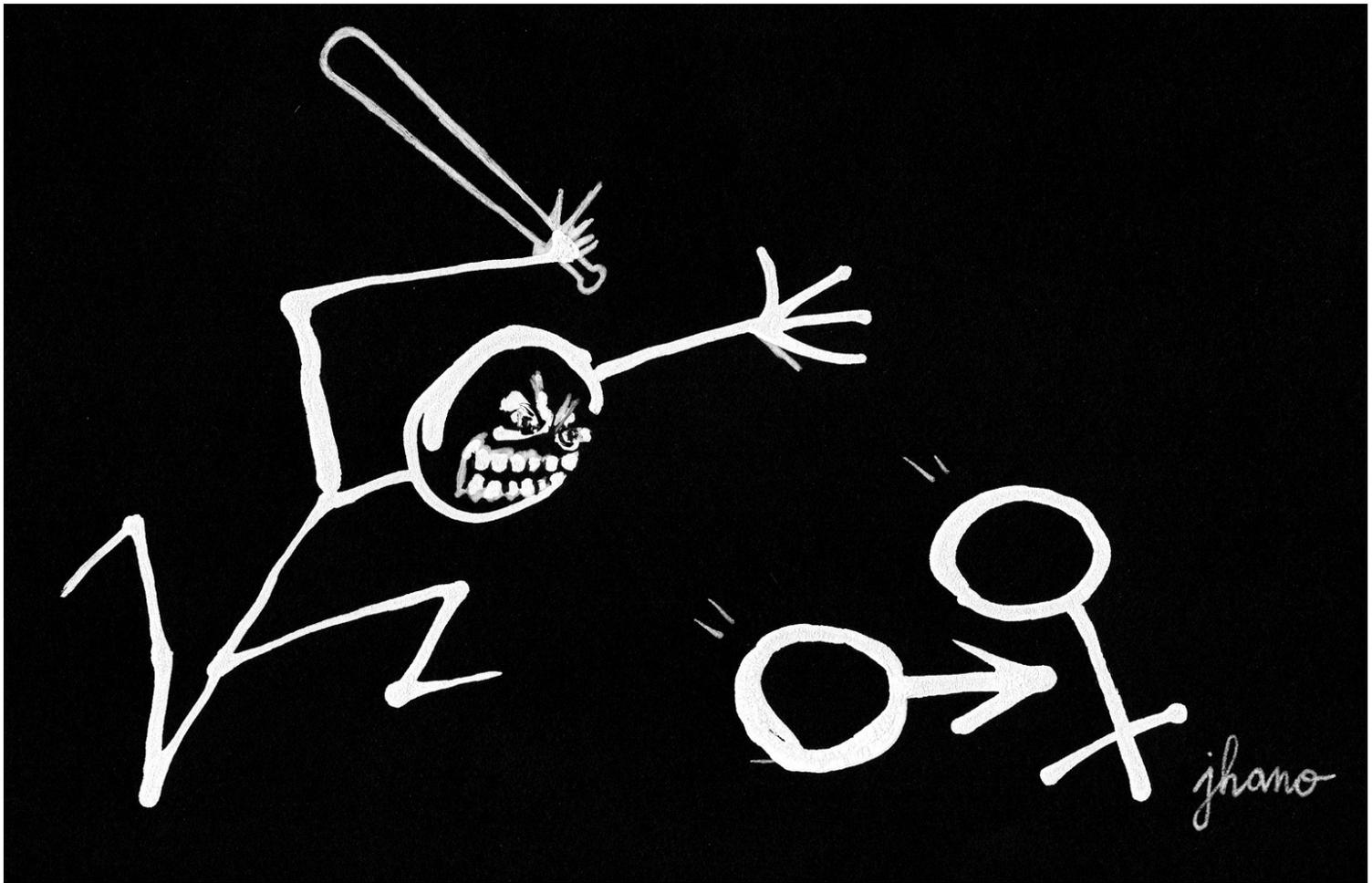
de nombreux préjugés sur la sexualité ». La réalité de l'extrême violence dont sont victimes les femmes violées est souvent occultée et les victimes ont du mal à rapporter les actes de sadisme et d'humiliation difficilement concevables. « Arriver à décrire ces actes est d'une difficulté inouïe car cela réactive leurs traumatismes et leur fait revivre les scènes. »

Autre domaine de violences sexuelles quotidiennes, celui du système prostitueur. Dans ce système, la réalité de la violence des actes commis au nom de la liberté est gommée et remplacée par une intentionnalité qui serait bonne pour la victime : les personnes en situation prostitutionnelle s'enrichiraient grâce aux proxénètes et aux clients, elles feraient une œuvre utile car elles éviteraient les viols, une action thérapeutique car elles sortiraient de la misère sexuelle des pauvres bougres, déresponsabilisant ainsi l'auteur des violences. « Comme dans le monde totalitaire de 1984 de George Orwell, où les slogans "la guerre, c'est la paix, la liberté, c'est l'esclavage, l'ignorance, c'est la force" sont martelés en continu, nous subissons un véritable bourrage de crâne qui tend à nous persuader que "la violence, c'est l'amour", "la sexualité c'est la prédation", etc. » La victime des violences peut même « être convoquée dans un scénario où tout cela n'est pas si grave puisqu'en fait elle serait censée aimer cela puisque c'est son choix. » Or le système prostitueur bafoue les droits à l'égalité, à la sécurité et à la santé des personnes prostituées. La prostitution est une atteinte à la dignité des personnes et une discrimination sexiste, elle est traumatisante pour les personnes prostituées, « elle est à l'origine d'importants troubles psychotraumatiques retrouvés chez 60 à 80 % d'entre elles, entraînant de lourdes conséquences sur leur santé physique, psychique et sexuelle, les obligeant faute de soins appropriés à devoir composer avec une mémoire traumatique qui leur fait revivre toutes les situations les plus traumatisantes et à recourir à des mécanismes de défense et des stratégies de survie anesthésiantes coûteuses entraînant des processus de dissociation et de décorporalisation : dissociation psychique entre la personnalité prostituée et la personnalité « privée » de la personnes prostituée, dissociation physique avec des troubles de la sensibilité corporelle et sensorielle : hypoesthésie, anesthésie, seuil de tolérance à la douleur élevé. » Ces traumatismes sont dus aux violences répétées qui sont exercées sur les personnes prostituées et « les troubles psychotraumatiques sont des réponses normales liées à la mise en place de mécanismes neurobiologiques de sauvegarde face au stress extrême et aux atteintes cardiologiques et neurologiques provoquées par les violences ».

La situation prostitutionnelle réifie les personnes prostituées et transforme leur



Muriel Salmona, *Le Livre noir des violences sexuelles*, Éditions Dunod, 2013, 360 pages, 19,90 euros.



corps en marchandise, mettant en scène un mépris de leur personnalité, un déni de leurs désirs, une ignorance de leur identité humaine, une assimilation à un objet sexuel totalement « utilisable », des humiliations et des injures. Elle permet aux prostituées de mettre en scène une « érotisation de la haine, de la violence et de l'humiliation vis-à-vis des femmes ». Dans 80 % des cas, il s'agit d'une situation de traite des êtres humains et d'esclavage sexuel organisés par des réseaux. Selon Méliissa Farley, 71 % des personnes prostituées ont été victimes de violences physiques avec dommages corporels, 63 % de viol, 64 % menacées avec des armes, 89 % veulent sortir de la prostitution. Aux États-Unis, la situation prostitutionnelle est l'activité la plus à risque de mort par homicides avec 204 morts pour 100 000 personnes. L'âge moyen de décès est à 34 ans du fait d'homicides, de prise de drogues, d'accidents, d'alcool. On retrouve dans toutes les études chez les personnes prostituées « des antécédents de violences avec de multiples violences exercées le plus souvent depuis la petite enfance : maltraitance 59 %, agressions sexuelles dans l'enfance 55 à 90 % ». L'entrée en situation prostitutionnelle se fait majoritairement avant 18 ans : en moyenne 13-14 ans.

L'Organisation mondiale de la santé déclare en 2010 que le principal risque d'être victime de violences est d'avoir déjà subi des violences.

Les violences sexuelles infligées dans l'enfance restent très souvent non identifiées, avec des victimes abandonnées à leur sort

sans protection, ni prise en charge, aux prises avec la loi du silence : le ou les agresseurs signifient que le corps n'appartient pas aux enfants, qu'ils ont le pouvoir de les nier, de les réduire à des objets sexuels que l'on peut torturer pour son plaisir. Ces violences sont à l'origine de fugues, de départs précoces pour fuir le milieu familial maltraitant, de situations à risque et de précarité les mettant en danger, « et d'importants troubles psychotraumatiques avec une mémoire traumatique qui va les coloniser ensuite transformant leur vie en enfer, en leur faisant revivre les terreurs et les souffrances des agressions sexuelles, les mises en scène pornographiques des agresseurs, leurs propos orduriers et dégradants, ainsi que l'état d'excitation et de jouissance perverse des agresseurs ». Et cette mémoire traumatique fera qu'au moindre lien rappelant les violences ou lors de stress importants, leur champ psychique sera envahi par des scènes de violences sexuelles.

« Cette vulnérabilité est renforcée par les stratégies de survie dissociantes mises en place par des mécanismes neurobiologiques lors des violences, seul moyen pour s'anesthésier et échapper à une souffrance et un stress extrême représentant des risques vitaux, et par des conduites dissociantes comme les conduites à risque ou les conduites addictives, pour échapper ensuite à la mémoire traumatique de ces mêmes violences : ces stratégies de survie entraînent une anesthésie émotionnelle et physique et une décorporalisation. »

« L'ensemble de ces conséquences des violences sexuelles subies dans l'enfance représentent des facteurs de risque importants d'être repéré par des prédateurs proxénètes qui vont profiter de la vulnérabilité de ces personnes victimes, mais aussi d'entrée en situation prostitutionnelle par

méséstime de soi, formatage de la condition d'esclave sexuelle et mise en scène prostitutionnelle, et piégeage par les troubles psychotraumatiques (mémoire traumatique et conduites dissociantes) ».

Il est donc essentiel de développer la prévention par un dépistage des violences sexuelles subies par les enfants, par la protection des enfants victimes, leur accès à des réparations, des soins spécialisés. Mais aussi de protéger les personnes en situation prostitutionnelle de toute violence en luttant contre le système prostituteur, de leur proposer des informations sur les conséquences sur leur santé, d'offrir des soins adaptés et de les accompagner dans un processus de réinsertion et d'alternative à la prostitution. **H.H.**

Pour en savoir plus :

<http://memoiretraumatique.org>

M. Farley, A. Cotton, J. Lynne, Prostitution and trafficking in nine countries: an update on violence and posttraumatic stress disorder, 2003.

J. Trinquart, La Décorporalisation dans la pratique prostitutionnelle : un obstacle majeur à l'accès aux soins, thèse de doctorat de médecine, Paris, 2002.

**Muriel Salmona présentera son ouvrage
Le Livre noir des violences sexuelles (Dunod)
à la bibliothèque La Rue
le samedi 5 octobre à 18 heures.**

Globaliser la **résistance** en Grèce, en France et ailleurs

Rencontre avec Mimi et Vangelis, militants antifascistes et anarchistes grecs, animateurs de Radio Entasi à Athènes, membres du mouvement antiautoritaire AK ainsi que du mouvement Nosotros à Exarcheia et participants du film sur la résistance grecque *Ne vivons plus comme des esclaves*. Mimi et Vangelis seront en tournée en France du 28 septembre au 8 octobre, pour une série de projections-débats coorganisée par la Fédération anarchiste et l'équipe du film. Propos recueillis par Yannis Youlountas¹ pour *Le Monde libertaire*.

Yannis : À quand remonte votre engagement anarchiste ?

Mimi : Je ressens ma fibre anarchiste depuis toujours. Petite, j'ai refusé d'accepter les évidences et de me soumettre à l'autorité. Aujourd'hui, je suis membre d'AK (mouvement antiautoritaire) où travaillent en synergie anarchistes et antiautoritaires en relation directe avec le mouvement social.

Vangelis : J'ai commencé à m'engager à 17 ans, lors du mouvement contre les réformes scolaires en 1997, puis j'ai participé à la fondation d'AK en 2003, époque où nous avons commencé à nous rassembler pour agir plus en capillarité avec la société, de façon plus ouverte et plus en profondeur.

Yannis : Pour diffuser autrement les théories et les mettre à l'épreuve de problèmes concrets ?

Mimi : Oui, parce qu'aujourd'hui beaucoup de gens sont résignés et fatigués des discours. Mais il ne faudrait pas grand-chose pour qu'ils se mobilisent, pour qu'ils s'impliquent et participent à toutes sortes d'initiatives. Les problèmes concrets ont besoin de la théorie pour être creusés, mais la théorie a, elle aussi, besoin d'actions concrètes pour se renouveler. Ni yeux fermés ni mains pures. Il faut aller au charbon avec notre boîte à outils et se mélanger avec ceux qui luttent pour diffuser notre façon de voir les choses et aider autant que possible.

Vangelis : Non seulement il nous faut trouver l'équilibre entre théories et pratiques, mais il nous faut aussi trouver plusieurs façons d'avancer de part et d'autre. Certains ne sont pas prêts à s'impliquer autant que d'autres. Il faut l'admettre, ne pas les brusquer, les laisser avancer à leur rythme et donner ce qu'ils peuvent. C'est pareil pour la théorie. Il nous faut plusieurs niveaux d'approche dans nos médias : livres, journaux, radio...

Mimi aux commandes



Mimi : Par exemple, une presse différente qui mélange le facile et le complexe, avec des brèves, de l'humour, de la rage, des petits textes de découverte et, parallèlement, des articles plus théoriques proposant des analyses et des recherches. On a besoin de tout ça à la fois pour vraiment intéresser tout le monde et s'ouvrir à de nouveaux participants. Même pour chacun d'entre nous, ça fait du bien, parfois, de jongler avec tout ça. Et, c'est surtout important pour accueillir tous ces gens qui n'en peuvent plus du système, mais qui ne viendront pas si on leur en demande trop d'un coup.

Vangelis : En résumé, en Grèce, actuellement, on essaie de s'ouvrir à tous, jeunes et moins jeunes, en proposant plusieurs niveaux d'action et de réflexion. On essaie de donner une image fraternelle et accueillante de l'anarchisme, non sans faire preuve de la plus grande fermeté quand il s'agit de lutter contre le capitalisme et le fascisme.

Mimi : On n'est pas des enfants de chœur, on garde le poing gauche levé bien haut, mais on ouvre aussi grands nos bras pour ceux qui songent à nous rejoindre. Certaines de nos assemblées sont ouvertes à tous. C'est important de montrer ce visage à la fois combatif et humain.

Yannis : L'assassinat de Pavlos (Killah P) ce 18 septembre au Pirée, vous l'interprétez comment ?

Vangelis : Cela montre une fois de plus la gravité de la situation et comment tout ce nœud de vipères fonctionne. Plus personne ne peut feindre de ne pas savoir et continuer à jouer au con, au gentil, avec nos ennemis. Les hypocrites et les passerelles sont à jeter aux orties comme leurs amis fachos. Soit on est avec nous contre les fachos. Soit on est contre nous avec eux. Il n'y a plus de place pour la neutralité, la demi-mesure et les bonnes manières prétendument « démocrates ».

Mimi : Oui, il faut faire tomber les masques partout. C'est urgent. Le fascisme pénètre de plus en plus la société et l'opinion. Il faut contrer ce repli identitaire qui se sert de la dérive toujours plus autoritaire et antisociale du système pour nous ressortir le nationalisme sous prétexte de protectionnisme, de frontières et de « protection du peuple ». Il faut faire comprendre aux gens que c'est un piège, que la seule solution est par le haut : dans la convergence internationale des luttes et la globalisation de la résistance.

Vangelis : D'autant plus que le nationalisme revient en force partout en Europe. Nous allons assister à un face-à-face entre nos propositions libertaires, humanistes, autogestionnaires et internationalistes et leur petite musique qui endort les gens à coups d'hommes ou de femmes providentielles, de priorité nationale, d'union sacrée. Ça se joue maintenant et nous avons pris du retard sur eux.

Mimi: Aujourd'hui, les néonazis sont main dans la main avec la police grecque. Il suffit de voir comment ils ont détruit l'espace social libre Synergeio à Ilioupoli, à 20 km à l'est d'Athènes. Les motards de la police en tenue étaient présents à quelques mètres et ont assisté à toute la scène (on vous montrera des photos, lors des projections-débats). Ils sont complètement de mèche et votent, pour la plupart, pour le parti nazi Aube dorée. De même, lors de l'assassinat de Pavlos, les policiers étaient là et n'ont pas bougé, sauf une flic qui s'est avancée, mais trop tard, quand Pavlos avait déjà été poignardé au cœur et à l'abdomen. Durant les émeutes qui ont suivi ce crime, les miliciens d'Aube dorée étaient aux côtés des MAT (CRS) pour réprimer les antifascistes en colère et ont blessé beaucoup de manifestants, comme l'a confirmé, dans un communiqué, le comité des personnels de santé de l'hôpital du Pirée.

Yannis: On a raconté, en France, que Pavlos était membre d'Antarsya (équivalent du NPA).

Vangelis: C'est faux. Pavlos n'était membre de rien. Uniquement du mouvement antifasciste. Il était plutôt sur le Pirée et ne venait à Exarcheia que pour les grands événements. On diffusait ses chansons sur Radio Entasi. De même que d'autres groupes de rap amis communs comme Xasmwdia, qui ont participé à la musique du film *Ne vivons plus comme des esclaves*. Il faisait partie de la grande famille de ceux qui essaient de faire bouger les choses dans le bon sens: celui de la justice, de l'égalité, de la liberté.

Yannis: Pour la première fois, Samaras (le Premier ministre grec) parle d'interdire Aube dorée. Intox ?

Vangelis: Il ne le fera pas. Et, quand bien même il le ferait, ça ne changerait rien: c'est trop tard! Aube dorée changerait juste de nom et continuerait sa marche vers le pouvoir et son rôle de chien de garde pour l'instant. Et puis la droite et l'extrême droite ne sont pas des ennemis. Ils sont complémentaires. Les uns détournent la colère au profit des autres et participent à la répression généralisée. C'est le grand piège politique qui nous est tendu, en Grèce comme en France. La solution est sur le terrain, dans l'action, dans la lutte et dans la création d'alternatives.

Yannis: Vous faites souvent référence à Foucault et à son concept d'hétérotopie pour parler de la création d'alternatives.

Mimi: Parce que Foucault montre l'importance de la marginalité sous toutes ses formes. On a besoin de la diversité la plus radicale pour avancer.

Yannis: Foucault, qui précise d'ailleurs que le fascisme n'est pas du tout dans la marge, mais qu'il est au contraire la radicalité dans la normalité, la volonté autoritaire et psychorigide que tout soit bien normal, absolument conforme à un ordre sans digression ni transgression.

Mimi: Oui, c'est pour ça que le fascisme est la logique du capitalisme poussée à l'extrême: d'une part, un modèle uniformisé qui ne tolère pas la différence et, d'autre part, une inégalité sociale qui impacte violemment les conditions d'existence. Le fascisme, c'est le coup de bâton du capitalisme quand il le peine à se faire obéir. Les différences avancées par les médias de masse sont bidon. Notamment la nature démocratique du régime qui serait une différence, puisque le système actuel n'a rien de démocratique.

Vangelis: Exercheia, notre quartier à Athènes, est une hétérotopie. C'est un lieu où l'on expérimente l'utopie, on la travaille, on la met à l'épreuve de la réalité, mais aussi un lieu qui permet de la donner à voir à l'extérieur, à ceux qui doutent, qui croient qu'un autre monde n'est pas possible parce qu'ils baignent dans la résignation distillée par la machine médiatique et politique.

Mimi: La force d'Exarcheia est d'être à la fois un mythe et une réalité. L'une des forces d'Exarcheia est d'attirer les gens qui veulent changer le monde et se rapprocher de l'anarchie. Des gens pour lesquels Exarcheia est un mythe et qui veulent contribuer à ce mythe, à lui donner plus de force et plus d'ancrage dans la réalité.

Vangelis: La réalité crée du mythe qui crée à son tour une nouvelle réalité. Le mythe n'est pas un mensonge, une légende sans réalité. C'est une fenêtre ouverte dans l'imaginaire qui nous permet de nous évader, d'oser essayer de vivre autrement dans un lieu un peu à part dans la ville. Exarcheia, c'est seulement 40 000 habitants dans une mégalopole de presque 4 millions d'habitants. À peine 1 % d'Athènes! Mais tout le monde parle d'Exarcheia, en bien ou en mal. Ce quartier, on l'adore ou on le déteste et, surtout, on s'en fait chacun une idée différente, une représentation symbolique différente. Pour moi, c'est le cœur du cœur d'Athènes. C'est l'épicentre de la résistance en Grèce. C'est le berceau des utopies en actes.

Mimi: Dans un si petit quartier, il y a quinze espaces sociaux libres anarchistes ou gauchistes, presque toutes les maisons d'édition de Grèce, plus de quarante imprimeries, une trentaine de librairies, souvent coopératives, autant de scènes musicales alternatives et des bars qui sont aussi des lieux d'échange.

Vangelis: Même notre petite place centrale,

qui n'est qu'une fiente de pigeon, a été le carrefour d'événements historiques exceptionnels. Combien d'émeutes, de révoltes, de révolutions, de créations, d'utopies ?

Mimi: On attend volontiers tous ceux qui veulent venir contribuer à cette histoire, mais pas en touristes. Si des compagnons viennent nous voir, on compte sur eux pour participer, pas pour regarder et prendre juste des photos ou des vidéos et repartir. Il faut se poser, essayer de comprendre, respecter, ne pas faire de contresens, ni nous imposer par la suite des associations douteuses et inacceptables dans des films, mais participer à ce qui se fait, puis, pourquoi pas, proposer, impulser.

Vangelis: Et ne pas venir pour nous jeter des cacahuètes au zoo d'Exarcheia !

Yannis: Certains comparent Exarcheia à Marinaleda en Espagne. Qu'en pensez-vous ?

Mimi: On aime bien Marinaleda, on les a même fait venir ici, mais c'est très différent.

Vangelis: Oui, avec tout le respect qu'on a pour ce qui se fait là-bas, j'aime le fait qu'à Exarcheia on vive en réseau, pas en communauté. L'auto-organisation ne décide pas tout. L'autogestion se décline diversement selon les projets un peu partout dans le quartier. À Exarcheia, ce fonctionnement permet plus de liberté, de créativité, d'anarchie.

Mimi: On a des assemblées de quartier où on lance tous ensemble un dispensaire médical autogéré, une épicerie sociale sans intermédiaire ou des actions antifascistes, mais tout le reste se décide individuellement ou en petit collectif. C'est ça la plus grande différence.

Vangelis: Après avoir dit tout ça, j'ai envie d'en savoir plus sur ce qui se fait en France, chez nos compagnons. Vivement le 28 septembre qu'on arrive! D'abord pour qu'on se connaisse mieux et puis qu'on réfléchisse à tout ce qu'on pourrait faire ensemble !

1. Réalisateur du film *Ne vivons plus comme des esclaves*, auteur de *Paroles de murs athéniens*, *Derrière les mots* et de *Exarcheia la noire* (avec des photos de Maud Youlountas) qui paraît cette semaine aux Éditions libertaires. Site du film en diffusion gratuite: www.nevivonspluscommeesesclaves.net.

Bandes dessinées cubaines

De la guerre des **guérillas** au **Printemps noir**

Daniel Pinós Barrieras

*Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste*

LA BOÎTE À BULLES est un petit éditeur indépendant qui a pour objectif de publier des albums de bande dessinée accessibles à tous les publics, afin de donner leur chance à de jeunes auteurs et de présenter des œuvres de diverses origines. Cette maison d'édition sort en parallèle deux ouvrages sur Cuba : *Benigno* et *Printemps noir*. Les deux BD sont publiées dans la collection «Contre-cœur», qui propose des romans graphiques en noir et blanc et en couleurs de tous les horizons.

Benigno, révolutionnaire dissident

Révolutionnaire, guérillero, Daniel Alarcón Ramirez, alias Benigno, aura été de tous les combats, il fut l'un des guérilleros qui a combattu aux côtés de Fidel Castro, du Che et de Camilo Cienfuegos dans la sierra Maestra, aux côtés de ces hommes qui, depuis, ont fait leur entrée dans l'histoire du xx^e siècle. Rien, pourtant, ne le prédestinait à rentrer dans la légende dorée, il était le bâtard d'un riche propriétaire terrien et sa mère fut contrainte de fuir avec son enfant suite au décès de son conjoint. L'enfant fut malmené jusqu'à l'adolescence et, à 16 ans, il vivait déjà en couple et s'appêtait à devenir papa. En janvier 1957, il aida les guérilleros en leur vendant un cochon et quelques vivres. Deux mois plus tard, les hommes de Batista, le dictateur, firent irruption sur ses

terres et le punirent pour son soutien aux troupes rebelles. Ils assassinèrent sa femme enceinte et incendièrent sa maison.

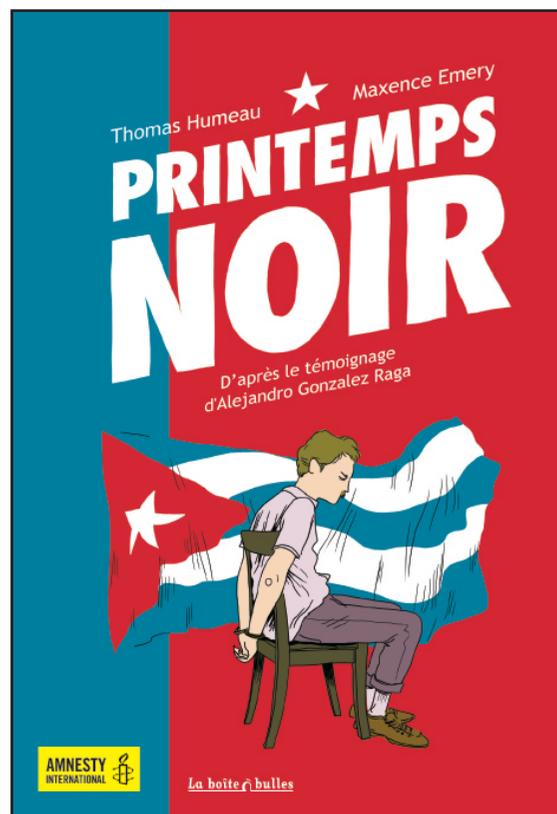
Fou de douleur, il se réfugia alors dans la Sierra Maestra. C'est à partir de là qu'il incorpora rapidement la guérilla. Son courage et sa bravoure lui permirent de s'illustrer jusqu'à la prise de La Havane. Dans la guérilla, outre les techniques de combat, Benigno apprit à lire et à écrire. De mois en mois, les liens d'amitié se resserrèrent entre Benigno et le Che. Après avoir chassé Batista du pouvoir, les deux hommes combattirent côte à côte à plusieurs reprises, et notamment en Bolivie, à partir de 1966, pour tenter de faire tomber le dictateur Barrientos. Il participa alors au dernier combat de Che Guevara.

Malheureusement, dans la BD, aucun témoignage sur la période où le Che commandait la caserne de la Cabaña à La Havane. Pourtant, des témoignages, vérifiés, prouvent qu'il a supervisé directement la mise à mort de près de deux cents opposants, au motif que «les exécutions sont non seulement une nécessité pour le peuple de Cuba, mais également un devoir imposé par ce peuple».

En 1996, la publication du livre *Vie et mort de la révolution cubaine*¹ provoqua un grand malaise chez ceux qui défendaient encore le mythe de la «révolution castriste». Tout



Christophe Réveille et Simon Géliot, *Benigno, Mémoires d'un guérillero*, Paris, Éditions La Boîte à bulles, collection Contre-cœur, 100 pages, 18 euros.



Maxence Emery et Thomas Humeau, *Printemps noir*, Paris, Éditions La Boîte à bulles, collection Contre-cœur, en coédition avec Amnesty International, 88 pages, 17 euros.

d'abord parce que Benigno, son auteur, était un des rares survivants de la guérilla du Che en Bolivie, et surtout parce qu'il condamnait, à partir d'un point de vue révolutionnaire, la dérive totalitaire de la révolution cubaine.

Benigno a côtoyé tous les dirigeants castristes et a participé à la plupart des opérations «révolutionnaires» à l'étranger du gouvernement cubain, jusqu'à ce qu'il soit mis à la retraite et redevienne paysan, car, peu à peu, il avait cessé d'être un inconditionnel du régime. Réfugié en France, Benigno témoignait en 1996 sur Radio libertaire, dans l'émission Tribuna latinoamericana : « Dans mon cas, il ne s'agit pas d'un changement brusque, d'un virage subi, car la manière dont je vois les choses actuellement avait commencé à se forger en 1968, quand je suis revenu de Bolivie, après la mort du Che et de presque tous nos compagnons. » Depuis lors, il ne cessa de poser les mêmes questions : « Pourquoi Fidel nous a-t-il abandonnés en Bolivie ? Quelles étaient ses véritables intentions ? »

Dans son livre, il nous donne ses réponses : « Fidel nous a abandonnés et il a sacrifié le Che parce qu'il voulait consolider son propre mythe bolivarien de leader anti-impérialiste en Amérique latine, tout en obéissant aux ordres de l'Union soviétique qui ne voulait pas que les mouvements guérilleros prospèrent sur ce continent. [...] Par vanité et pour se maintenir au pouvoir, Fidel a sacrifié le peuple cubain et a trahi les idéaux pour lesquels le Che et tous les révolutionnaires latino-américains ont lutté, et pour lesquels beaucoup sont morts

dans le combat contre les oligarchies et l'impérialisme. Ce qui existe aujourd'hui à Cuba est très éloigné de ces idéaux qui ne donnaient lieu ni à la corruption ni à l'ambition personnelle. [...] C'est pour cela que je reste sur le pied de guerre pour lutter pour la liberté de mon peuple, bien que ce soit avec d'autres armes que celles que j'ai utilisées dans le passé. »

La lecture de *Benigno* est agrémentée de photos d'archives émouvantes et de coupures de presse de différentes époques, ces éléments apportent à l'ouvrage des repères historiques extrêmement importants.

« Je suis né quelques jours après la fin de la révolution, le 29 janvier. Fidel Castro et les barbudos venaient de renverser le dictateur Batista... » Alejandro González Raga est le héros du *Printemps noir*, il a été un Cubain comme les autres, un enfant de la révolution. Il étudia même dans des écoles militaires et fut abreuvé à satiété de propagande castriste. Mais le jeune homme aimait le rock'n'roll et, sans doute plus que d'autres, il souffrait des conditions de vie imposées sur la grande île : la surveillance permanente et la liberté de mouvement entravée et contrôlée. Il se mit donc à écrire des articles et à militer pour demander le rétablissement de la démocratie. C'est alors que le régime lança, en mars 2003, l'opération *Printemps noir* et arrêta ses opposants les plus gênants. Le gouvernement cubain emprisonna alors 75 dissidents, dont 29 journalistes, des bibliothécaires, des militants

des droits de l'homme et des militants pour la démocratie qui furent accusés d'être des agents des États-Unis.

Alejandro ne sortit de prison qu'en 2008, suite aux tractations de l'Union européenne et de l'Église cubaine, et grâce au soutien d'organisations telles qu'Amnesty International. Finalement, tous les dissidents ont été libérés, la plupart se sont exilés en Espagne à partir de 2010.

Nous découvrons dans ces deux ouvrages l'itinéraire de deux hommes et la description des errements d'une révolution pourtant initialement légitime... À quelle révolution peut-on encore se référer après cinquante-trois ans de dictature des Castro et de leur nomenklatura, après la dollarisation et la libéralisation de l'économie et l'apparition d'une nouvelle caste de privilégiés qui se partage les richesses de l'île avec les investisseurs étrangers ? Comme si, malgré le discours démagogique actuel, le pragmatisme cynique capitaliste et la corruption de la bureaucratie castriste n'étaient pas, de jour en jour, plus évidents... **D.P.B.**

1. *Benigno, Vie et mort de la révolution cubaine*, Paris, Fayard, 1996, 298 pages.

À la recherche d'un **vieil Antonio**

Carnet de voyage au Chiapas (2/4)



Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

La petite école dans la selva

Il y a quatre façons d'assister à la Petite école zapatiste : se rendre dans une communauté et un *caracol* pendant une petite semaine ; assister aux cours « magistraux » au Centre indigène de formation intégrale (Cideci, dit aussi université de la Terre), à San Cristóbal de Las Casas ; suivre les enseignements par vidéoconférence ; ou, simplement, commander les quatre manuels et les deux DVD pour travailler tout seul dans son coin. Bien que pas forcément les plus accessibles, les deux premières modalités sont assurément les plus intéressantes puisque, outre les quelques cours « magistraux », chaque élève est confié aux bons soins d'un *compa* zapatiste, lequel est chargé de veiller sur lui et de répondre à ses questions. Appelés *votán* ou gardiens, ces « veilleurs » sont des interlocuteurs et des intermédiaires précieux pour nous permettre, à nous élèves, d'entrer de plain-pied dans le zapatisme.

Pour ma part, j'avais opté, lors de mon inscription en mars, pour le « séjour dans une communauté et un *caracol* », la seule permettant de s'immerger dans la vie quotidienne des zapatistes au sein même de leur territoire. Et c'est ce séjour que je vais maintenant relater dans cet article, jour après jour... La relativement longue narration à la première personne du singulier qui va ainsi suivre peut sembler entrer en contradiction avec tout ce qui me sera enseigné pendant la Petite École sur l'importance du « nous » et du travail collectif. Mais, à la fin de cette semaine scolaire un peu particulière, mon *votán* insistera beaucoup pour que, à mon retour en France, je relate cette expérience, histoire de donner à mes « concitoyens » une idée de ce qu'est la vie des zapatistes et de ce que fut cette première session de la Petite École zapatiste. Alors, je me plie à l'exercice. Je fais mes devoirs, en quelque sorte...

Enregistrement et départ

Le dimanche 11 août, la fête des *caracoles* laisse place aux préparatifs de la Petite École. L'enregistrement des étudiants se fait au Cideci, dès 10 heures. La vaste enceinte de l'établissement est bondée, des personnes de tous les horizons (bien que principalement en provenance du District fédéral) attendent patiemment leur tour dans de longues files d'attente. Nous sommes répartis en deux groupes: d'un côté ceux qui suivront les cours au Cideci, de l'autre ceux qui iront dans les communautés (eux-mêmes divisés en deux files, une pour les nationaux et une pour les internationaux). L'organisation semble au top et, malgré le monde, je n'attends mon tour pas plus de trois quarts d'heure. On me remet les manuels (il y en a quatre: *Autogobierno I*, *Autogobierno II*, *Resistencia autónoma* et *Participación de las mujeres*) et une carte d'étudiant indiquant mon «affectation» au *caracol* III, dit «Résistance jusqu'à un nouveau lendemain», situé dans la zone tselal de La Garrucha. S'ensuit une attente, beaucoup plus longue que la précédente, celle du départ. Les élèves des *caracoles* Roberto Barrios et La Realidad, les plus éloignés de San Cristóbal de Las Casas, partent les premiers, dans de petits combis appartenant aux Transports autonomes zapatistes. Les «Garruchiens», dont je fais donc partie, viennent ensuite. Nous sommes répartis dans des bétailières, un vieux bus scolaire et deux vans. Par chance, j'échappe aux bétailières (qui nécessitent de voyager debout) et j'obtiens une place – confortable – dans l'un des deux vans, lesquels avaient été loués par des camarades américains de Chicago. La répartition prend une bonne heure, après quoi la caravane ainsi constituée (dix-sept véhicules!) s'ébranle et prend la route du *caracol*.

En 2011, le trajet jusqu'à La Garrucha, depuis San Cristóbal de Las Casas, n'avait pas duré plus de cinq heures. Il en prendra presque le double cette fois-ci, la caravane étant beaucoup plus lente: les véhicules s'attendent les uns les autres, quelques pauses et une crevaison. Heureusement, tout le monde est de bonne humeur et le voyage passe finalement plutôt vite. Mon van ne compte que des Mexicains, excepté le chauffeur (un Américain), la plupart en provenance du District fédéral. Plusieurs militent au sein d'une mouvance anarchiste mexicaine aux contours assez vagues, davantage faites de petits collectifs – essentiellement punks – que d'organisations à proprement parler. Nous échangeons autour de nos activités militantes et des situations politico-sociales de nos pays respectifs. Partis vers 16 heures, c'est à minuit que nous arrivons devant l'entrée du *caracol*. Commence alors une longue attente de deux heures avant de pouvoir entrer, les zapatistes notant soigneusement le nom, le pays et la ville de chacun des trois cents étudiants. En outre, les véhi-

cules entrent un par un, avec des pauses de cinq à dix minutes entre chaque. On comprend vite pourquoi: chaque camion a droit à son accueil avec musique et consignes de bienvenue. Quand notre tour arrive (vers 2 heures), je me rends compte de l'ampleur de l'événement: des centaines de zapatistes forment une allée et applaudissent les élèves qui la traversent en criant «¡Viva los alumnos y las alumnas!».

De quoi nous émouvoir. Après un chaleureux discours de bienvenue, on nous apprend qu'un repas nous attend, suivi... d'un bal! En l'apprenant, on rigole... C'est qu'on est nombreux à n'attendre qu'une chose: se coucher, peu importe où, mais se coucher. Mais on ne va pas refuser une fête de bienvenue!

Premier jour d'école

Levé à 7 heures, après une (courte) nuit très en musique et un sommeil très relatif, allongé sur un banc métallique. Petit-déjeuner à base de café, de tortillas et de frijoles, le corps assailli de bâillements. À 7 h 30, alors que des centaines de zapatistes (hommes et femmes, le visage dissimulé derrière un passe-montagne ou un foulard) forment quatre grandes files devant le temple du *caracol* (une par commune autonome), on nous demande, à nous les élèves, d'en faire autant sur le terrain de basket à côté. On comprend vite de quoi il va s'agir: donner à chaque étudiant son fameux *votán*.

Le mien s'appelle José Martínez (il s'agit de son nom de lutte) et, derrière son passe-montagne, je devine le visage d'un homme en fin de quarantaine (j'apprendrai par la suite qu'il a, en fait, 56 ans). On se salue plus ou moins timidement et nous échangeons quelques banalités pour créer le lien. À partir de ce moment-là, et comme l'avaient exprimé les communiqués précédant la Petite École, nous ne nous lâcherons plus: mon *votán* est là pour me guider, m'épauler, répondre à mes questions et m'héberger; bref, il est là pour être aux petits soins (non comme un serviteur, bien sûr, mais comme un camarade, un *compa*). Et il l'est, aux petits soins. Et si je lui pose bon nombre de questions, il s'intéresse aussi à qui je peux bien être. C'est ainsi l'occasion, pour moi, de lui expliquer ce qu'est la Fédération anarchiste (dont il s'étonnera du faible nombre d'adhérents) et de tenter de décrire les différentes zones géographiques de la France.

Ces premiers échanges passés, les cours «magistraux» sont annoncés et les trois cents élèves, chacun accompagné de son *votán*, se rassemblent sous une grande structure en bois couverte d'un toit de tôle. Assis face à nous, devant le drapeau national mexicain et celui de l'EZLN, se trouvent nos professeurs (*maestros* et *maestras*), au nombre de dix-huit (si j'ai bien compté). Chacun leur tour, ils interviendront sur un thème précis. L'explication du projet d'autonomie

et du fonctionnement de l'autogouvernement occupe une bonne partie des trois heures de cours. Outre les interventions des professeurs, un vaste schéma de plusieurs mètres de haut et de large nous est présenté pour qu'on y voie un peu plus clair. Ils insistent beaucoup sur les trois niveaux du gouvernement autonome: le gouvernement local (la communauté), le *municipio* autonome (la commune, qui regroupe des communautés) et le *caracol* (où siège le Conseil de bon gouvernement, qui regroupe des communes). Les décisions se prennent et s'appliquent via ces trois niveaux, non sans être préalablement débattues, discutées, amendées. Car, si les propositions semblent généralement venir des élus (lesquels sont élus en assemblée et révocables), elles ne manquent jamais de redescendre les différents niveaux de gouvernement jusqu'à la base: la communauté. Ainsi, par exemple, un projet envisagé par le Conseil de bon gouvernement d'une zone du territoire zapatiste est, avant toute prise de décision, présenté aux assemblées et aux autorités des communes autonomes, puis à celles des communautés. Une fois ces différents niveaux consultés, le projet remonte au Conseil de bon gouvernement qui, selon ce qu'en auront dit les assemblées et les élus, l'appliquera tel quel, le modifiera (auquel cas il redescendra à nouveau jusqu'à la communauté) ou en abandonnera l'idée. Il y a donc un ascenseur permanent qui garantit la souveraineté de la base, sans laquelle on ne pourrait parler ni d'autonomie ni d'autogouvernement.

La question féminine a également fait l'objet de plusieurs interventions et occupé une place importante. Car, si la condition des femmes a fait des progrès conséquents dans les communautés indigènes avec l'arrivée du zapatisme (participation aux assemblées, prise de charges/mandats, etc.), les zapatistes reconnaissent toutefois qu'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Beaucoup de femmes hésitent encore à participer aux activités «politiques», par manque de confiance ou, pis, parce que, dans certains cas, certains maris ne les laissent pas faire. En réaction à ces résistances internes, le *caracol* de La Garrucha a d'ailleurs lancé une sorte de campagne de sensibilisation, à l'aide, entre autres, d'affiches intitulées «¡Participa!». Un des *maestros*, reconnaissant que «le machisme existe encore», a souligné la nécessité pour les hommes «de réfléchir à comment éduquer leurs fils pour que cela disparaisse». En tout cas, ce qui est remarquable, c'est l'honnêteté dont ont fait preuve nos hôtes et enseignants sur cette question délicate, évitant la langue de bois et les mensonges pour reconnaître une réalité à changer.

Bien d'autres thèmes ont également été abordés (la formation de l'EZLN, l'insurrection du 1^{er} janvier 1994, les projets de



contre-insurrection du gouvernement, les travaux collectifs, le système d'éducation autonome), mais cet article n'est pas l'espace adéquat pour tout débattre. Notons encore, toutefois, un dernier point sur lequel nos enseignants en passe-montagne ont beaucoup insisté et qui ne peut que trouver un écho sous nos latitudes : le combat social n'a pas de frontières et doit être mondialisé. Dans l'une des dernières interventions de la journée, un des *maestros* a d'ailleurs déclaré cette phrase que je me suis empressé de noter : « Nous ne cherchons pas à avoir seulement une partie [de territoire], nous voulons un changement global, pour tout le Mexique, pour le monde entier. » Et cette révolution mondiale tant souhaitée ne saurait s'exprimer à travers l'imposition aux peuples d'un système précis (fût-il zapatiste) ; non, c'est aux peuples du monde – à ceux qui souffrent, à ceux qui réclament plus de liberté et de justice – de se prendre en mains et de penser et construire leurs révoltes et leur révolution. Les zapatistes ne veulent pas d'un monde uniformément zapatiste, mais d'un « monde qui contient plusieurs mondes » (et non tous les mondes, certains étant parfaitement incompatibles avec l'émancipation).

À 18 heures, je monte, avec quelques autres élèves, dans une bétailière et je prends le chemin de la communauté de mon *votán*. Celle-ci, baptisée Querétaro, se trouve à une petite demi-heure du *caracol*, dans un endroit

magnifique, entouré de montagnes et plongé dans la verdure. Une fois sur place, alors que le soleil commence à décliner, nous la traversons jusqu'à une petite clairière vallonnée (j'apprendrai peu après qu'il s'agissait d'une terre récupérée par les zapatistes en 1994) où nous attendent les familles qui nous hébergeront pour les prochains jours. Un chaleureux discours de bienvenue est prononcé à notre arrivée, puis l'hymne zapatiste est entonné *a capella* par tout le monde. Après avoir serré la main de chacun des présents, chaque élève retourne auprès de son *votán*, lequel présente la famille qui le prendra en charge jusqu'à la fin de la semaine. C'est ainsi que José Martínez me conduit chez lui. Son foyer se compose de trois petits bâtiments en bois de pin construits autour d'une petite cour où se baladent poules et cochons. L'un d'eux, au toit en cannes, est la cuisine ; les deux autres – aux toits en tôle – sont des maisons à proprement parler, la sienne et celle de sa sœur. Je m'installe pour ma part dans la sienne, laquelle est, à l'intérieur, très sobre : un lit avec moustiquaire, une table, un autel religieux (mon *votán* et sa famille sont catholiques), des machettes. Aux murs, on trouve, pour seule décoration, une photo du sous-commandant Marcos découpée dans un journal et deux posters racontant chacun une légende indienne mexicaine. En entrant dans la pièce, mon *votán* insiste beaucoup sur

le fait que la table m'est exclusivement réservée, qu'il s'agit de mon bureau pour étudier, dans les meilleures conditions possible, les quatre manuels après le travail de la terre.

Après le repas (café, tortillas et *frijoles*), José Martínez me fait comprendre qu'il est justement temps, pour moi, de me plonger dans les livres. J'obtempère et en entame la lecture, l'interrompant régulièrement pour questionner mon *votán* sur certains points. À 22 heures, après un bain à la bassine et à l'eau froide (qui n'est pas du luxe, car s'il pleut parfois très fort dans la région, il fait aussi très chaud), je me mets au lit, dans un hamac. Jusque-là, je pensais que mon *votán* et sa famille dormiraient dans leur maison habituelle, avec moi. Mais, au moment où je m'appête à me coucher, il m'informe qu'il me laisse sa maison pour moi tout seul. J'ai beau insisté, dire que ce n'est pas la peine, que je peux très bien la partager avec eux, rien n'y fait : lui et sa femme iront dormir chez sa sœur. Soit. Je ne peux qu'accepter, un peu gêné. Et ma première nuit dans la communauté se passera plutôt bien, même s'il fait froid et bien que mon petit estomac de classe moyenne française citadine semble avoir du mal à digérer les nombreux *frijoles* avalés pendant la journée... **G.G.**

(À suivre.)



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

« Les généraux en rêvent, le troufion en crève »

Sortir Léon Werth de l'oubli

Patricio Salcedo

Groupe Anarliste
de la Fédération anarchiste

Léon, dessine-moi un poilu !

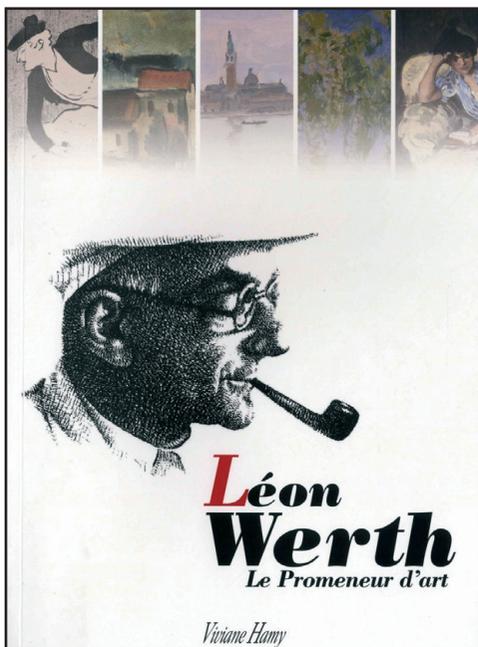
Sans la dédicace de Saint-Exupéry à Léon Werth dans *Le Petit Prince*, il serait peut-être tombé dans l'oubli total : « Je demande pardon aux enfants d'avoir dédié ce livre à une grande personne. J'ai une autre excuse sérieuse : cette grande personne est le meilleur ami que j'ai au monde. J'ai une autre excuse : cette grande personne peut tout comprendre, même les livres pour enfants. J'ai une troisième excuse : cette grande personne habite la France où elle a faim et froid. Si toutes ces excuses ne suffisent pas, je veux bien dédier ce livre à l'enfant qu'a été autrefois cette grande personne. Toutes les grandes personnes ont d'abord été des enfants. (Mais peu d'entre elles s'en souviennent.) Je corrige donc ma dédicace : À Léon Werth quand il était petit garçon. »

C'est cette dédicace de Saint-Exupéry, l'auteur de *Terre des hommes* – qui a aussi écrit *Mon frère, si tu diffères de moi, ta différence m'enrichit* – qui me fit m'intéresser à Léon Werth. Heureusement, l'éditrice Viviane Hamy avait accompli un sacré bon boulot en publiant la plupart des livres de Werth. Celui-ci aurait pu chanter la chanson de Brassens : « Moi mon colon, celle que je voudrais faire, c'est la guerre de 14-18... » Car, à 36 ans, lui, le pacifiste, l'anarchiste, s'engage et devient troufion, participant ainsi à la grande boucherie industrielle que fut la Première Guerre mondiale. Auparavant, il s'était inscrit à la SFIO et participait au journal *La Guerre sociale* de Gustave Hervé. Il y pourfendait le militarisme et le colonialisme. Il sympathisait avec Sébastien Faure : « Mon anarchisme, disait-il, m'incline à vivre comme s'il n'y avait ni gouvernements

ni diplomates. Je conçois un ordre où le roi et le diplomate sont inutiles. » « *Le règne de l'or* » lui était intolérable. Pourtant, en 1914, pas d'appel à la grève générale. La foi révolutionnaire s'effondre. L'internationalisme échoue. Jaurès est assassiné. Pire encore, des anarchistes célèbres (dont Jean Grave, C. A. Laisant, Paul Reclus, Charles Malato et même Pierre Kropotkine – surnommé par les situs « le Prince anarchiste des tranchées ») publient le fameux *Manifeste des 16*, lequel appelle à la mobilisation contre la « barbarie allemande » ! Errico Malatesta lance pourtant un appel à un sursaut prolétarien et libertaire. En vain !

On a fait marcher les peuples les uns contre les autres pour casser le mouvement ouvrier, assouvir des nationalismes mesquins et enrichir les marchands de canons, Krupp et Schneider et bien d'autres industriels s'en sont mis plein les poches. Devant le grand consentement général de tous les patriotards, Werth s'explique : « Si j'ai prétendu faire la guerre pour imposer la paix, c'est parce que j'ai bien voulu m'être trompé, parce que cela m'épargnait la révolte ou la désertion qui obligent à des actes difficiles... » Il continue en disant que « la guerre, c'est la prison » ou bien que « la patrie n'est qu'une forme mystique de l'administration ».

Il est blessé à l'épaule par des éclats d'obus dans une tranchée. Il revient et, en 1919, écrit un bouquin formidable : *Clavel soldat*. Un livre noir qui distille l'horreur des tranchées, la bêtise des militaires, l'esprit grégaire du soldat. Il s'en prend à la presse



asservie, aux diplomates fourbes. Aucune prose dithyrambique sur la vaillance militaire. Pas de gloriole chevaleresque. « L'héroïsme ? Les généraux en rêvent, mais le troufion en crève. Les industriels et les banquiers se chargent du reste », révèle-t-il... Comme antidote à l'absurde il lit L'Éthique de Spinoza, au front. En janvier 1917, il joint sa signature à l'appel de la paix lancé par Sébastien Faure dans son journal CQFD. Mais la folie guerrière étouffe toute révolte et broie ceux qui veulent empêcher la barbarie de continuer. Clavel soldat préfigure l'absurde du Voyage au bout de la nuit de Céline. Clavel et les majors, livre dans lequel Werth raconte son parcours du combattant dans les hôpitaux, est la suite inséparable de Clavel soldat.

Mais qui était Léon Werth ? Il est né à Remiremont en 1878 et est mort à Paris le 13 décembre 1955. D'abord élève brillant, il délaisse ses études pour n'en faire qu'à sa tête. Il mène une vie de Bohême ! Il est aussi romancier, essayiste, critique d'art et journaliste. Il fut libertaire, antimilitariste, soldat des tranchées, nageur, danseur, voyageur, poète et observateur, dévoreur de vie. Il fréquentait des peintres comme Vlaminck, Pierre Bonnard, Paul Signac. Il avait comme amis Octave Mirbeau, Saint-Exupéry, Victor Serge. D'ailleurs, Octave Mirbeau le soutient pour son livre *La Maison blanche*, qui rate pourtant le Goncourt. Pareil en 1919 pour *Clavel soldat*, c'est un échec, son livre fait scandale. Trop pessimiste, trop acide. Irrécupérable ! Les poilus y sont décrits comme des bovins immondes, du bétail, qui ne sont même pas lâches puisqu'ils se comportent comme un immense troupeau. Plus d'individualité. On attend la perm, la balle qui viendra mettre fin à la vie ou qui permettra d'être blessé et d'être rapatrié à l'arrière et ce sera l'infirmerie, puis l'hôpital... la suprême évacuation ! Là, le « brave » troufion méritoire fera encore attention à ce qu'il dira, pas de défaitisme, ni trop de récits abjects. On tait la vérité. Il ne faut pas froisser la « vaillance » de l'arrière. Mon grand-père, qui avait été à Verdun, disait en plaisantant : « Entre nous, nous nous balancions cyniquement un "Pourvu que l'arrière tienne". » Les *Croix de bois* de Dorgelès, *Le Feu* de Barbusse, *Ceux de 14* de Genevois, sont encore des romans politiquement corrects, malgré les horreurs qui y sont décrites. Le poilu y est convenablement ancré dans son rôle de défenseur du sol français. Du côté allemand, E.M. Remarque, dans *À l'ouest, rien de nouveau*, est un des rares à laisser affleurer un pacifisme sans nationalisme. « L'avant et l'arrière sont deux mondes étanches », disait Werth. L'espoir de la réforme hante le soldat et Werth décrit, non sans humour, les tentatives du soldat Chaméron, un bon père de famille pourtant, d'attraper, par tous les moyens, une maladie vénérienne en fréquentant désespérément tous les bordels de Paris. Werth était un « bonhomme impossible », disait Valéry Larbaud. Toujours à contre-courant, sa plume lançait



du vitriol à la gueule des tartufes et des oppresseurs. Il fustige le colonialisme dans *Cochinchine* à son retour d'Indochine en 1924, dans lequel il écrit que « la colonisation est une forme première du fascisme ». Il continue avec *Trente-trois jours*, son récit d'exode en juin 1940, comme spectateur engagé. Léon Werth ne rate rien, puisqu'il est juif et qu'il se retrouve dans la France de Vichy. Il doit se réfugier dans le Jura. Auparavant, il avait défendu Victor Serge, dont il admire l'âpreté et le courage contre « les hommes-serpents du stalinisme ». Les autorités soviétiques avaient d'ailleurs refusé de lui accorder un visa. Un éditeur avait déclaré à son sujet : « Vous êtes un homme seul et votre pensée par là même devient très difficile à définir. » Il se rappelle parfois Zo d'Axa, qui disait de lui-même : « Je suis parfois un endehors sceptique ou un engagé volontaire pessimiste. » Il suit encore le procès Pétain, sans grandes illusions, pour le journal *Résistance*. Ses articles sont rassemblés dans *Impressions d'audience* et résonnent comme une critique acerbe et sans appel du régime de Vichy. À la fin de sa vie, veuf, il se déclarait « gaulliste libertaire »... par provocation ! Désabusé, délaissé par les édi-

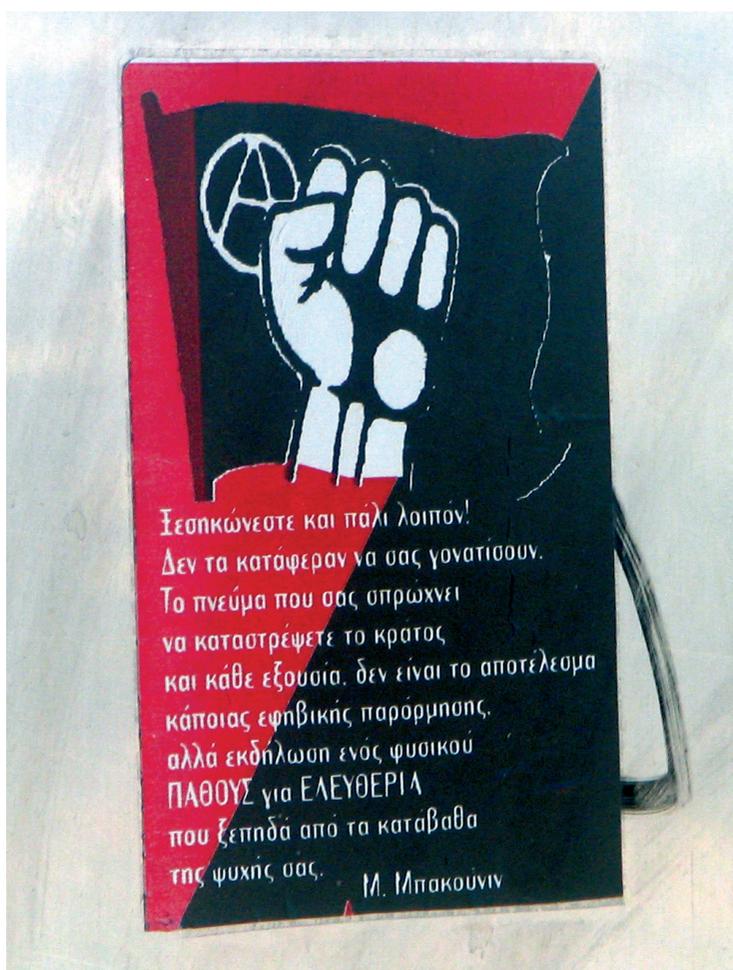
teurs, il se désespère et écrit : « Je suis un raté, je ne me le dissimule pas. Littérairement je n'existe pas. » Il meurt trois ans plus tard à l'âge de 77 ans.

Bref, lisez Léon Werth pour votre plaisir et vous lui rendrez ainsi l'immortalité, car son talent est toujours actuel... D'autant que le lire laisse poindre une lueur d'espoir pour la construction d'une société égalitaire entre tous les êtres humains. Jugez par vous-mêmes : « Il me semble qu'il y a, dans l'Europe occidentale, des groupes d'hommes, ici et là, que lient des affinités profondes. Le lien national les expliquerait aussi mal que le principe de la lutte de classes. [...] Qu'ont-ils de commun ? Rien... Tout... Le mépris de l'argent, un mépris sans romanesque, le dégoût des solutions religieuses, le sentiment du mystère, la curiosité de l'esprit et des yeux, un choix dans l'amitié et dans l'amour, un sens de la pitié assez fort pour qu'il déteste l'apitoiement, je ne sais quelle simplicité des mœurs et du langage. [...] Quand ces hommes se rencontrent, quels que soient leur pays ou leur classe, ils entrent en contact. Ils sont en prise directe les uns avec les autres. Qu'importe la mercière croupissante, la dame qui tient salon, le ministre, l'homme d'affaires [...], de quelque nation qu'ils soient... »

P. S.

Tournée française de la Grèce qui résiste

Du 29 septembre au 7 octobre



Les camarades grecs invités

Mimi et Vangelis sont deux militants d'AK, organisation fédérale en Grèce rassemblant des anarchistes et des antiautoritaires et créatrice d'alternatives comme les espaces sociaux libres. Tous deux sont animateurs à Radio Entasi (Radio Intensité, célèbre radio pirate née durant les émeutes de décembre 2008 et proche du travail mené par Radio libertaire en France). Ils sont très présents à l'espace social libre Nosotros, au cœur d'Exarcheia (quartier anarchiste d'Athènes, le plus ancien) et dans les luttes antifascistes en Grèce (organisation de manifestations, textes). Mimi et Vangelis sont des protagonistes du film *Ne vivons plus comme des esclaves* présentant des pratiques de lutte anarchiste-antiautoritaire en Grèce et la création d'alternatives. Le débat qui suivra la projection sera d'autant plus intéressant avec eux.

Présentation du film *Venu des catacombes grecques de l'Europe*, un murmure traverse le continent dévasté : « Ne vivons plus comme des esclaves » (prononcer « Na mi zisoumé san douli » en grec). Sur les murs des villes et sur les rochers des campagnes, sur les panneaux publicitaires vides ou détournés, dans les journaux alternatifs et sur les radios rebelles, dans les lieux d'occupation et d'autogestion qui se multiplient, tel est le slogan que la résistance grecque diffuse, jour après jour, et nous invite à reprendre en chœur sur les mélodies de ce film à ses côtés. Un grand bol d'air frais, d'enthousiasme et d'utopies en marche, venu de la mer Égée. Durée 1h29 / VF-VOSTF. Sortie forme définitive : septembre 2013.

Le réalisateur

Yannis Youlountas a diversement écrit sur la « crise grecque » ces dernières années. Cette

fois, c'est avec poésie qu'il délaisse l'analyse chiffrée pour un voyage émouvant fait de rencontres et de chansons au cœur de la résistance et des alternatives qui se renforcent de jour en jour.

Coorganisation de la tournée

Le réalisateur et la Fédération anarchiste.
Sites Web : www.nevivonspluscommedesclaves.net
www.federation-anarchiste.org
Contacts : maud@nevivonspluscommedesclaves.net
relations-internationales@federation-anarchiste.org

Pour le détail du programme, se reporter en quatrième de couverture.



Jeudi 26 septembre

15 heures > 16 h 30 **Bibliomanie.** Yannick Haenel présentera *Les Rnards pâles*, roman paru aux Éditions Gallimard.

20 h 30 > 22 h 30 **Entre chiens et loups.** Art brut. Jean Dubuffet et Gaston Chaissac.

Vendredi 27 septembre

14 h 30 > 16 heures **Les oreilles libres.** Rencontre entre le poète sonore Anne James Chaton et Jos Kley, alias G.W. Sok, ancien chanteur de The Ex.

Samedi 28 septembre

11 h 30 > 13 h 30 **Chronique syndicale.**

13 h 30 > minuit. En direct du Salon du livre anarchiste à Merlieux. Radio Libertaire en direct du Forum social libertaire couplé avec le Salon du livre anarchiste pour les 10 ans du salon et les 40 ans de présence libertaire dans le village.

Dimanche 29 septembre

10 heures > 20 h 30. En direct du Salon du livre anarchiste à Merlieux.

Lundi 30 septembre

16 heures > 18 heures **Trous noirs.** Grâce : avec Mimi et Vangelis, anarchistes du quartier Exarcheia, animateurs de Radio Entasi.

Mardi 1^{er} octobre

18 heures > 19 h 30 **Pas de quartiers.** Cyrille Baudouin et Olivier Brosseau pour leur livre *Enquête sur les créationnismes : réseaux, stratégies et objectifs politiques* (Belin).

19 h 30 > 20 h 30 **Parole d'associations.** Caroline Mécarry (avocate) parle de l'égalité des droits face au mariage à l'occasion de la sortie de son livre *L'Amour et la Loi*.

Mercredi 2 octobre

10 h 30 > 12 heures **Blues en liberté.**

18 h 30 > 20 h 30 **Femmes libres.**

20 h 30 > 22 h 30 **Ras les murs.** Contre l'enfermement et pour l'amélioration des conditions de détention.



Du nouveau à la Fédération anarchiste

La liaison Arthur-Lehning de la Fédération anarchiste dans la **Creuse (23)** se développe et se transforme en groupe.

Contact : alayn.dropsy@yahoo.fr

Site Web : anarchie23.centerblog.net

Nouvelle liaison de la Fédération anar-

chiste à **Champigny-sur-Marne (94)**, la liaison Libertad.

Contact : libertad@federation-anarchiste.org

Nouvelle liaison de la Fédération anarchiste à Yssingeaux, en **Haute-Loire (43)**.

Contact : yssingeaux@federation-anarchiste.org



Lecteurs, lectrices, vous pouvez vous fournir en autocollants et affiches, en vous adressant à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Les affiches sont à 7 euros les 50.

Les autocollants sont à 1,50 euro les 50. En voici quelques exemples.



L'actu en image

AGENDA

Jeudi 26 septembre

Besançon (25)

20 heures. Projection-débat «Le scandale du gaspillage alimentaire», organisée par Resto-Trottoir. À la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Saint-Jean-en-Royans (26)

20 heures. La Rue rôle continue son cycle consacré au féminisme avec la projection d'un documentaire sur les dominations masculines, suivie d'un débat. 29, rue Pasteur.

Vendredi 27 septembre

Besançon (25)

20h30. Conférence avec Jean-Pierre Garnier, «L'embourgeoisement des vieux quartiers populaires de centre-ville ou gentrification.» Organisée par le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste. À la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Paris XVIII^e

19h30. Conférence animée par Simon Luck à la bibliothèque La Rue. «Les anarchistes et les élections.» L'antiélectoratisme fait partie de l'identité du mouvement anarchiste, qui s'est historiquement construit dans le rejet des partis et des élections. Mais ce rejet est-il aussi absolu qu'il y paraît? Retour sur une théorie... et des pratiques. 10, rue Robert-Planquette. Entrée libre et gratuite.

Samedi 28 septembre

Besançon (25)

De 10 heures à 18 heures. Atelier cuisine végétalienne organisé par Resto-Trottoir. Rendez-vous à 10 heures ou 14 heures précises devant le 42, rue Battant.

Dimanche 29 septembre

Besançon (25)

À partir de 12h30. Repas végétalien et à prix libre. Place Marulaz. Zone de gratuité et infokiosque.

Samedi 5 octobre

Paris XVIII^e

19h30. Muriel Salmona présentera son ouvrage *Le Livre noir des violences sexuelles* (Dunod) à la bibliothèque libertaire La Rue. 10, rue Robert-Planquette. Entrée libre et gratuite.

Dimanche 6 octobre

Paris XI^e

12h30. Fête de la librairie du Monde libertaire. Tables de presse, projections, débats et concerts. Restau et buvette. 145, rue Amelot. M^o Oberkampf, République et Filles-du-Calvaire.

Vendredi 11 octobre

Paris XVIII^e

19h30. Conférence animée par Simon Luck à la bibliothèque La Rue. «Positions anarchistes face au vote.» Instrument de démocratie ou de dictature de la majorité, le vote est perçu de diverses façons dans les mouvements radicaux. La question des modes de prise de décision, centrale chez les anarchistes, est un véritable enjeu, entre volonté d'efficacité et souci d'égalité. 10, rue Robert-Planquette. Entrée libre et gratuite.



Les 26 et 27 septembre

Tours (37)

Colloque international «Autorité et liberté: l'anarchie et le problème du politique». Bibliothèque universitaire de Tours, 3, rue des Tanneurs, 5^e étage. Entrée libre.

Les 28 et 29 septembre

Merlieux (02)

Salon du livre anarchiste. Cette année pour les dix ans du Salon et les quarante ans de présence libertaire dans le village, le groupe Kropotkine fait son salon sur deux jours et doublera l'espace par rapport aux éditions précédentes. Salon du livre avec de nombreux auteurs et éditeurs, débats, concerts... Le programme est disponible sur internet: kropotkine.cybertaria.org



Tournée Grèce 2013

du 29 sept. au 7 octobre

Projections-débats

en présence de camarades libertaires grecs
participants du film

NE VIVONS PLUS COMME DES ESCLAVES

réalisé par Yannis Youlountas

ΝΑ ΜΗΝ
ΖΗΣΟΥΜΕ
ΣΑΝ ΔΟΥΛΟΙ

29 sept. - MERLIEUX (02) / Athénée Libertaire
- LILLE / CCL

30 sept. - RADIO LIBERTAIRE / 16h - 18h (en direct)
- PARIS / CNT Vignoles

1er oct. - PARIS / CICP
- ST-DENIS (93) / Local de La Dionyversité

2 oct. - LYON / Librairie La Gryffe

3 oct. - NÎMES / Salle Auditorium

4 oct. - DURFORT (81) / La Fontaine Magique

5 oct. - RENNES / Librairie La Commune

6 oct. - ROUEN / Cinéma Omnia

7 oct. - PARIS / Librairie Publico

Coorganisation : le réalisateur & Fédération anarchiste

www.nevivonspluscommedesesclaves.net

www.federation-anarchiste.org